Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Rapport sur le rendement

2007-2008

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
Western Economic Diversification Canada
Canada

Table des matières

Section I – Aperçu 5

Message du ministre 7
Message de la ministre d'État 8
Déclaration de la direction 9
Tableau sommaire 10
Cadre de planification stratégique de DEO 12
Sommaire du rendement du Ministère 14
Contexte de fonctionnement 14
Contexte : Portrait de l'économie de l'Ouest du Canada 15
Rendement global du Ministère par rapport aux priorités 17

Section II – Analyse des activités de programme par résultat stratégique 21

1. Résultat stratégique : Un secteur des affaires compétitif et élargi et un réseau d'innovation renforcé dans l'Ouest canadien (Entrepreneuriat et innovation) 23
1.1 Activité de programme : Développement des entreprises et entrepreneuriat 23
1.2 Activité de programme : Innovation 29
2. Résultat stratégique : Des collectivités économiquement viables et jouissant d'une qualité de vie élevée dans l'Ouest canadien (Développement économique des collectivités) 33
2.1 Activité de programme : Planification, développement et adaptation économique des collectivités 33
2.2 Activité de programme : Infrastructure 36
3. Résultat stratégique : Des politiques et des programmes qui soutiennent le développement de l'Ouest canadien (Politique, représentation et coordination) 39
3.1 Activité de programme : Collaboration et coordination 40
3.2 Activité de programme : Représentation 42
3.3 Activité de programme : Recherche et analyse 45

Section III – Renseignements supplémentaires 49

Liens du Ministère avec les secteurs de résultats du gouvernement du Canada 51
Tableau 1 : Comparaison des dépenses prévues et des dépenses réelles (ETP compris) 52
Tableau 2 : Crédits votés et législatifs 53
Tableau 3 : Sources des revenus disponibles et des revenus non disponibles 53
Tableau 4A : Loi sur les frais d'utilisation 53
Tableau 4B : Politique sur les normes de service pour les frais d'utilisation 53
Tableau 5 : Renseignements sur les programmes de paiements de transfert 53
Tableau 6 : Fondations (subventions conditionnelles) 54
Tableau 7 : Initiatives horizontales 54
Tableau 8 : Stratégie de développement durable 54
Tableau 9 : Réponse aux comités parlementaires et aux vérifications externes 55
Tableau 10 : Vérifications internes et évaluations 55
Tableau 11 : Politiques concernant les voyages 55
Tableau 12 : États financiers 55
Tableau 13 : Subventions et contributions par sous-programme en 2007-2008 56
Tableau 14 : Incidence cumulative des subventions et contributions par sous-activité (1er avril 2005-25 juin 2008) 57

Tableau 15 : Architecture des activités de programme 2007-2008 60

Section IV – Autres points d'intérêt 61

Langues officielles 63
Partenariats 63
Organisations francophones à vocation économique (OFVE) 63
Soutien et financement de projets 64
Mise en œuvre d'un programme de gestion moderne 64
Renforcer la responsabilisation envers les Canadiens 64
Gestion intégrée des risques 64
Intégration de la planification des ressources humaines 65
Résultats de l'initiative d'apprentissage 65
Amélioration de la gestion de l'information 65
Leçons retenues 66
Évaluation 66
Vérification 67
Mesure du rendement 67
Rétroaction des parties intéressées 68

Annexe I : États financiers 69

Section I – Aperçu

Message du ministre

En tant que ministre responsable de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO), je suis heureux de présenter le Rapport ministériel sur le rendement de 2007-2008.

Depuis plus de 20 ans, DEO s'applique à favoriser le développement et la diversification à long terme de l'économie de l'Ouest canadien et à faire valoir les intérêts de cette région dans la mise en œuvre des politiques et des programmes nationaux. En tant que défenseur des intérêts de l'Ouest, le Ministère continue de jouer un rôle capital en renforçant l'Ouest pour édifier un Canada plus fort.

En 2007-2008, DEO a axé ses efforts sur l'obtention de résultats dans les trois priorités stratégiques interdépendantes du Ministère :

- Un secteur des affaires compétitif et élargi et un système d'innovation renforcé dans l'Ouest canadien;
- Des collectivités économiquement viables jouissant d'une qualité de vie élevée dans l'Ouest canadien;
- Des politiques et des programmes qui soutiennent le développement de l'Ouest canadien.

Les entrepreneurs et les innovateurs sont les principaux moteurs de l'économie de l'Ouest et les garants de sa future prospérité. Les investissements réalisés dans le réseau de longue date de DEO, le Réseau de services aux entreprises de l'Ouest canadien, ont permis de faciliter l'accès au capital de risque et aux services aux entreprises à l'intention des petites et moyennes entreprises. Les travaux accomplis par DEO dans le domaine prioritaire de l'innovation favorisent l'augmentation du nombre d'activités axées sur le savoir et à valeur ajoutée qui débouchent sur des applications commerciales.

Les collectivités de l'Ouest s'efforcent en permanence de s'adapter – et souvent de lutter – à des circonstances économiques changeantes. Dans ce domaine, le Ministère a joué un rôle important en aidant ces collectivités à accéder à une stabilité à long terme. L'an dernier, en partenariat avec des gouvernements provinciaux et des administrations municipales, DEO a investi dans les projets d'infrastructures de collectivités de l'ensemble de l'Ouest et a enregistré des progrès soutenus en contribuant à la réalisation de projets destinés à soutenir l'économie des collectivités de la région.

Au cours de l'exercice 2007-2008, DEO a travaillé en collaboration avec des gouvernements provinciaux, des administrations municipales, des universités, des instituts de recherche, l'industrie et des organismes sans but lucratif. Cette collaboration étroite a permis à DEO de montrer qu'il demeure un partenaire solide et informé dans le développement et la diversification de l'économie de l'Ouest et dans l'élaboration de politiques et programmes fédéraux.

Au fil des ans, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada investit dans des partenariats, des projets et des programmes visant à soutenir l'entrepreneuriat, à stimuler l'innovation et à façonner un avenir économique florissant à l'intention de la population canadienne.

L'honorable Jim Prentice, c.p., député

Message de la ministre d'État

Grâce à la solidité de son secteur des ressources naturelles, à ses nouvelles grappes commerciales et à ses capacités d'innovation, l'Ouest canadien est devenu un moteur important de l'économie du Canada. En tant que ministère fédéral responsable de l'Ouest, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) travaille avec des partenaires et des intervenants afin de promouvoir l'exploitation de ces atouts et de contribuer à la stabilité et à la diversification de l'économie de l'Ouest.

Les priorités de DEO contribuent aux résultats stratégiques du Ministère. À cet effet, DEO travaille sans cesse au renforcement de ses priorités afin que ses efforts demeurent axés sur le développement d'une économie de l'Ouest vigoureuse, solide et diversifiée.

En investissant de manière ciblée dans des grands projets, par exemple l'Initiative de la Porte et du Corridor de l'Asie-Pacifique et les conseils régionaux des sciences et de la technologie, DEO améliore la compétitivité et les perspectives de commerce et d'investissement internationales de la région. De cette façon, il contribue fortement aux priorités du plan *Avantage Canada* et de la *Stratégie nationale sur les sciences et la technologie* ainsi qu'au développement et à la croissance d'une économie de l'Ouest fondée sur l'entrepreneuriat et le savoir.

L'an dernier, en vue de s'assurer de la pertinence et de l'efficacité continues de ses activités, DEO a entrepris l'évaluation de deux programmes importants – le Programme de diversification de l'économie de l'Ouest et le Programme de développement des collectivités. Durant cette période, le Ministère a terminé une étude d'impact portant sur ses investissements réalisés dans le secteur des sciences de la vie de l'Ouest et en a lancé une autre destinée à évaluer les activités de l'Initiative pour les femmes entrepreneurs et celles des Organisations francophones à vocation économique. Ces exercices d'évaluation continue sont essentiels à DEO, car ils lui permettent d'obtenir des résultats positifs dans l'Ouest et d'offrir un service axé sur l'optimisation des ressources aux citoyens.

En 2007-2008, DEO a investi 195,9 millions de dollars dans 197 projets, qui ont permis de mobiliser un montant supplémentaire de 299,2 millions de dollars par effet de levier auprès d'autres partenaires. Dans le cadre des partenariats conclus avec les gouvernements provinciaux, les administrations municipales, les universités, les instituts de recherche, l'industrie et les organismes sans but lucratif, les initiatives, telles que les Ententes de partenariat pour le développement économique de l'Ouest et le Programme de prêts et d'investissements, continuent de soutenir et d'améliorer les activités de perfectionnement des compétences et des capacités entrepreneuriales.

En s'appuyant sur les forces régionales et en investissant dans les collectivités, les entrepreneurs et les innovateurs de l'Ouest, DEO contribue à long terme à la construction de bases solides pour l'Ouest canadien.

L'honorable Lynne Yelich, c.p., députée

Déclaration de la direction

Je soumets, aux fins de dépôt au Parlement, le Rapport sur le rendement de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada pour 2007-2008.

Le présent document a été préparé conformément aux principes de présentation des rapports énoncés dans le *Guide de préparation de la Partie III du Budget des dépenses 2007-2008 : Rapports sur les plans et les priorités et Rapports ministériels sur le rendement.*

- Il est conforme aux exigences précises de déclaration figurant dans les lignes directrices du Secrétariat du Conseil du Trésor.
- Il repose sur l'architecture des activités de programmes du Ministère approuvée par le Conseil du Trésor et est fondé sur la Structure de gestion, des ressources et des résultats.
- Il présente une information cohérente, complète, équilibrée et fiable.
- Il fournit une base pour la reddition de comptes à l'égard des résultats obtenus avec les ressources et les autorisations qui lui sont confiées.
- Il rend compte de la situation financière en fonction des montants approuvés des Budgets des dépenses et des Comptes publics du Canada.

_____

Oryssia J. Lennie
Sous-ministre
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Tableau sommaire

Raison d'être

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada a le mandat de promouvoir le développement et la diversification de l'économie de l'Ouest canadien (Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Colombie-Britannique) et de faire valoir les intérêts de cette région lors de l'élaboration des politiques et des programmes économiques nationaux, de même que dans le développement et la mise en œuvre de projets.

Ressources financières (en milliers de dollars)

2007-2008		
Dépenses prévues	**Autorisations totales[1]**	**Dépenses réelles[2]**
269 082	326 723	247 160

Ressources humaines (ETP)

2007-2008		
Nombre prévu	**Nombre réel**	**Différence**
384	395	-11

Priorités ministérielles

Nom	Type[3] et état[4]
1. Soutenir la **compétitivité et la croissance des entreprises**.	Continue – résultats atteints
2. Rehausser **les liens entre les investissements stratégiques dans l'infrastructure** et les **initiatives de développement économique**.	Engagement mis à jour – résultats atteints
3. Mettre davantage l'accent sur le soutien apporté à la **commercialisation et à la production à valeur ajoutée.**	Engagement mis à jour - résultats atteints

[1] Les autorisations totales sont plus élevées que les dépenses prévues car une somme de 65,5 M$ a été reçue par l'intermédiaire du Budget supplémentaire des dépenses. La somme a été répartie comme suit : subvention de 16,5 M$ à l'initiative d'atténuation structurelle des risques d'inondation en C.-B., contribution de 16,6 M$ reportée du programme Infrastructures Canada, 15,2 M$ alloués aux programmes de lutte contre le dendroctone du pin ponderosa, contribution de 12 M$ versée au laboratoire de confinement de niveau 3 du Centre international de recherche sur les vaccins [InterVac] et un montant de 5,2 M$ utilisé à diverses autres fins.

[2] Les dépenses réelles sont moins élevées que les autorisations totales, principalement en raison du transfert d'engagements contractuels dans le cadre du PIC, des programmes du DPP, des centenaires de l'Alberta et de la Saskatchewan, et InterVac.

[3] On dit qu'une priorité est nouvelle quand elle est introduite dans la période de planification, qu'une priorité est continue quand elle n'est pas assortie d'une échéance et qu'un engagement est mis à jour quand la priorité antérieure dont il découle est renouvelée.

[4] Le rendement de chaque priorité ministérielle par rapport aux résultats attendus est catégorisé « résultats atteints », « résultats non atteints » ou encore « résultats au-delà des attentes ».

4. Améliorer la **compétitivité internationale et renforcer les corridors économiques et commerciaux** importants pour l'Ouest.	Continue – résultats atteints
5. **Rehausser la responsabilité, la transparence et la reddition de comptes sur le rendement** des membres du Réseau de services aux entreprises de l'Ouest canadien (RSEOC) et améliorer la **coordination** parmi les membres du Réseau et d'autres organisations commerciales et économiques.	Nouvelle - résultats atteints
6. Mettre en œuvre un **programme de gestion moderne** axé sur l'amélioration des pratiques de gestion au sein du Ministère, ce qui signifie renforcer l'obligation de rendre des comptes aux Canadiens, intégrer la planification des ressources humaines et l'évaluation des risques aux processus de planification des activités, et rehausser la gestion de l'information.	Continue – résultats atteints

Sommaire du rendement

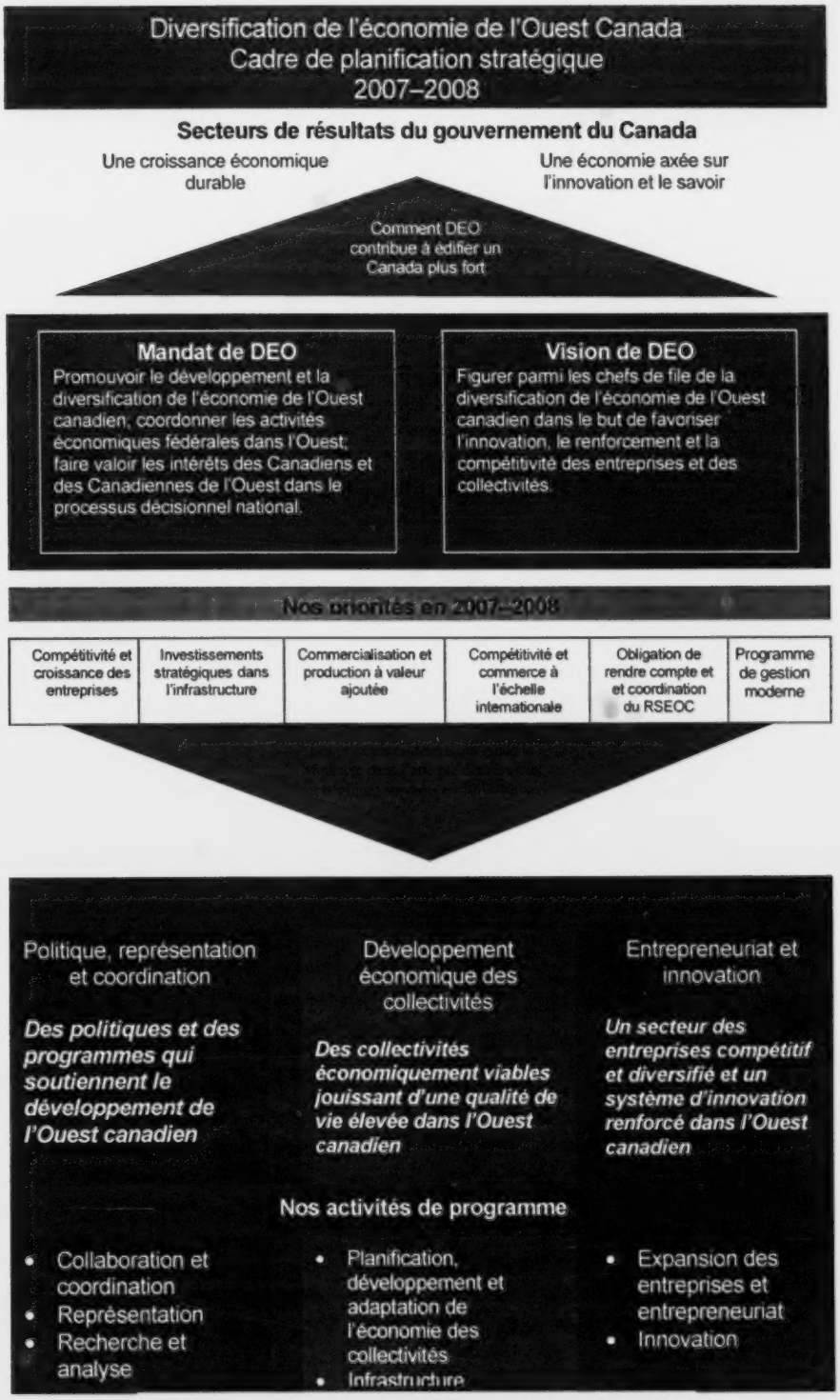
			2007-2008		
Activité de programme	**Résultats attendus**	**État du rendement[5]**	**Dépenses prévues (en milliers de dollars)**	**Dépenses réelles (en milliers de dollars)**	**Contribuent à la priorité suivante**
Résultats stratégiques : Un secteur des entreprises compétitif et élargi et un réseau d'innovation renforcé dans l'Ouest canadien (Entrepreneuriat et innovation)					
Expansion des entreprises et entrepreneuriat	Croissance des petites entreprises dans l'Ouest canadien et capacité accrue de rester concurrentielles malgré l'intensification de la concurrence mondiale.	Résultats atteints	57 786	55 987	1 - Compétitivité et croissance des entreprises 4 - Compétitivité internationale et renforcement des corridors économiques et commerciaux 5 - Rehaussement de la responsabilité, de la transparence et de l'obligation de rendre des comptes
Innovation	Augmentation des activités économiques fondées sur le savoir et la valeur ajoutée, dans le secteur des industries traditionnelles et nouvelles, capables de créer une économie plus diversifiée et plus adaptable dans l'Ouest canadien.	Résultats atteints	64 696	70 065	3 - Commercialisation et production à valeur ajoutée
Résultat stratégique : Des collectivités économiquement viables et jouissant d'une qualité de vie élevée dans l'Ouest canadien (Développement économique des collectivités)					
Planification, développement et adaptation de l'économie des collectivités	Création de collectivités fortes et viables, capables de relever les défis économiques et sociaux qui entravent la compétitivité, les débouchés et la qualité de vie dans les régions rurales et urbaines de l'Ouest canadien.	Résultats atteints	103 952	74 153	
Infrastructure	Amélioration et expansion	Résultats			2 - Liens entre l'investissement dans

[5] Le rendement de chaque activité de programme par rapport aux résultats attendus est catégorisé « résultats atteints », « résultats non atteints » ou encore « résultats au-delà des attentes ».

	des infrastructures publiques durables qui rehaussent la qualité de l'environnement et permettent une croissance économique à long terme.	atteints	29 946	36 505	l'infrastructure stratégique et le développement économique
Résultat stratégique : Des politiques et des programmes qui soutiennent le développement de l'Ouest canadien (Politique, représentation et coordination)					
Collaboration et coordination	Amélioration de la coordination des activités et des programmes de développement économique dans l'Ouest.	Résultats atteints	5 885	4 475	Toutes les priorités du programme
Représentation	Compréhension et connaissance accrues des dossiers de l'Ouest, et amélioration de l'accès et de la participation de la région aux programmes fédéraux.	Résultats atteints	2 660	3 223	Toutes les priorités du programme
Recherche et analyse	Échanges accrus sur les enjeux, les défis, les débouchés et les priorités de l'Ouest canadien, et meilleure compréhension de ces éléments.	Résultats atteints	4 157	2 752	Toutes les priorités du programme

Cadre de planification stratégique de DEO

Le diagramme suivant résume l'Architecture des activités de programme de DEO, explique dans quelle mesure les priorités de DEO pour 2007-2008 ont permis l'atteinte des résultats stratégiques du Ministère et illustre comment DEO contribue aux résultats attendus du gouvernement du Canada. (Pour connaître la liste complète des sous-activités de DEO, voir le tableau 15.)


Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
Cadre de planification stratégique
2007–2008
Secteurs de résultats du gouvernement du Canada
Une croissance économique durable
Une économie axée sur l'innovation et le savoir
Comment DEO contribue à édifier un Canada plus fort
Mandat de DEO
Promouvoir le développement et la diversification de l'économie de l'Ouest canadien; coordonner les activités économiques fédérales dans l'Ouest; faire valoir les intérêts des Canadiens et des Canadiennes de l'Ouest dans le processus décisionnel national.
Vision de DEO
Figurer parmi les chefs de file de la diversification de l'économie de l'Ouest canadien dans le but de favoriser l'innovation, le renforcement et la compétitivité des entreprises et des collectivités.
Nos priorités en 2007–2008
Compétitivité et croissance des entreprises
Investissements stratégiques dans l'infrastructure
Commercialisation et production à valeur ajoutée
Compétitivité et commerce à l'échelle internationale
Obligation de rendre compte et et coordination du RSEOC
Programme de gestion moderne
Politique, représentation et coordination
Des politiques et des programmes qui soutiennent le développement de l'Ouest canadien
Développement économique des collectivités
Des collectivités économiquement viables jouissant d'une qualité de vie élevée dans l'Ouest canadien
Entrepreneuriat et innovation
Un secteur des entreprises compétitif et diversifié et un système d'innovation renforcé dans l'Ouest canadien
Nos activités de programme
• Collaboration et coordination
• Représentation
• Recherche et analyse
• Planification, développement et adaptation de l'économie des collectivités
• Infrastructure
• Expansion des entreprises et entrepreneuriat
• Innovation
Renforcer l'Ouest pour édifier un Canada plus fort

Sommaire du rendement du Ministère

Contexte de fonctionnement

Les principales activités du Ministère consistent à offrir des subventions et des contributions (S et C) pour financer les projets qui contribuent aux résultats stratégiques visés par DEO. Le Ministère a recours à un éventail de programmes pour remplir son mandat. Ceux-ci sont décrits plus en détail dans le tableau 5, de même que sur le site de DEO, dans la section Programmes. DEO affiche les projets approuvés pour des S et C de plus de 25 000 dollars sur le site Web du Ministère, à la section Divulgation proactive des dépenses de DEO.

Afin de s'acquitter de son mandat efficacement, DEO s'appuie sur les liens dynamiques qu'il entretient avec les gouvernements provinciaux, les administrations municipales, les universités, les établissements postsecondaires, les associations professionnelles, les organisations communautaires de développement économique, les établissements financiers et les organisations sans but lucratif. Bon nombre de ces liens ont permis de conclure des ententes officielles entre deux ordres administratifs ou plus dans le but de réaliser des priorités conjointes, comme les Ententes de partenariat pour le développement économique de l'Ouest, les Ententes sur le développement urbain et l'Entente Canada-Saskatchewan pour le développement du Nord. Ces ententes sont des sous-programmes du programme-phare de DEO, le Programme de diversification de l'économie de l'Ouest. Elles sont décrites en détail sur le site Web de DEO, dans la section Programmes.

La croissance et la compétitivité des petites entreprises sont essentielles au développement et à la diversification de l'économie de l'Ouest canadien. C'est pourquoi DEO veut soutenir la réussite des petites et des moyennes entreprises (PME) de l'Ouest en rendant accessibles les ressources nécessaires à leur expansion. Au lieu d'offrir un financement direct aux entreprises individuelles, le Ministère travaille avec les organisations industrielles et professionnelles et d'autres groupes, comme les membres du Réseau de services aux entreprises de l'Ouest canadien (RSEOC). DEO verse des fonds d'exploitation aux membres du RSEOC (les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC), les Centres de services aux entreprises du Canada (CSEC), les bureaux de l'Initiative pour les femmes entrepreneurs (IFE) et les Organisations francophones à vocation économique (OFVE)). Ces organisations travaillent dans leurs collectivités respectives et en collaboration avec d'autres organisations pour assurer aux PME un accès à l'information et aux capitaux.

Mesure du rendement

Tous les projets proposés sont assujettis à un exercice rigoureux de diligence raisonnable et doivent contribuer à l'un des résultats stratégiques de DEO. Le Cadre de gestion du rendement de DEO prévoit des indicateurs de rendement pertinents pour tous les niveaux de l'Architecture des activités de programme (AAP). Pour le Ministère, il s'agit d'un réel défi que de regrouper les résultats de divers projets car, dans bon nombre des cas, les résultats ne sont observables que dans cinq ans suivant l'approbation du projet. Le Portail de projets, le système Web d'information de DEO sur les S et C accordées aux projets, est toujours d'une grande utilité à ce chapitre. Par exemple, un module de production de rapports sur les résultats a été intégré au Portail de projets en 2007-2008, ce qui permet de regrouper les résultats des activités de programme. Par ailleurs, les activités de programme de DEO axées sur la collaboration, la

coordination et la représentation posent un défi supplémentaire au chapitre de l'observation des résultats car ces activités ne requièrent pas nécessairement un financement et comportent souvent des interventions du personnel de DEO auprès du Cabinet et dans les dossiers interministériels.

Parmi les composantes importantes du Cadre de gestion du rendement de DEO figurent les rapports trimestriels soumis en ligne par les membres du RSEOC. Le Ministère procède aussi à des évaluations et à des études d'impact de ses programmes afin de déterminer dans quelle mesure ils contribuent aux résultats attendus.

Contexte : Portrait de l'économie de l'Ouest du Canada

En 2007, l'**Ouest canadien** a enregistré d'excellents résultats économiques bien répartis sur le territoire; le produit intérieur brut (PIB) s'est accru en moyenne de 3,2 p. 100, comparativement à un taux de croissance moyen de 2,7 p. 100 pour l'ensemble du Canada. Malgré cette bonne performance, un certain nombre de questions d'ordre structurel doivent encore être résolues à long terme afin de renforcer l'économie de l'Ouest du pays, entre autres :

- la dépendance continue de la région à l'égard du secteur des ressources et, par conséquent, son exposition à un marché des produits de base instable;
- la faible participation de la population autochtone au marché du travail malgré des taux d'emploi globaux élevés;
- les faibles dépenses en recherche et développement des entreprises, ce qui restreint le nombre de technologies commercialisées;
- l'infime proportion des PME de l'Ouest qui exportent leurs produits même si les recherches indiquent que les entreprises exportatrices surclassent celles qui n'exportent pas;
- l'accès difficile à des capitaux à un stade précoce qui pourraient faciliter le démarrage et la croissance des entreprises.

Les conditions économiques favorables de cette année ont été stimulées par de nombreux facteurs, notamment les cours élevés du pétrole et des produits de base, un rythme d'activité de construction stable et la forte demande des consommateurs. Cependant, la production a augmenté davantage dans le secteur des services (4,4 p. 100) que dans le secteur des biens (0,5 p. 100).

De façon globale, en 2007, la région de l'Ouest a pesé pour 35,9 p. 100 dans la production nationale totale même si elle ne représente que 30,5 p. 100 de la population canadienne. Par ailleurs, l'augmentation de la population des provinces de l'Ouest est attribuable tant à la migration interprovinciale qu'à la migration internationale. Plus de 31,2 p. 100 des nouveaux arrivants au Canada ont choisi de s'établir dans l'Ouest. Toutefois, cet accroissement de la population n'a en rien aidé à corriger le resserrement du marché du travail; le taux de chômage provincial moyen était de 4 p. 100, ce qui est considérablement plus bas que la moyenne nationale établie à 6 p. 100.

Après la plus grande expansion économique pluriannuelle depuis 30 ans, la croissance de l'économie de la **Colombie-Britannique** a ralenti pour s'établir à 3,1 p. 100 en 2007, comparativement à un taux moyen de 3,5 p. 100 entre 2003 et 2006. La situation économique des collectivités forestières de la province s'est détériorée en raison de la vigueur du dollar canadien

et de la diminution du nombre de nouvelles constructions domiciliaires aux États-Unis, ce qui a entraîné la perte de 11 000 emplois et la fermeture de 47 scieries. Les mêmes communautés seront bientôt confrontées à une diminution des stocks de bois d'œuvre en raison de l'invasion de dendroctones du pin ponderosa. En revanche, l'économie urbaine de la Colombie-Britannique a enregistré de bons résultats, stimulée par le développement des infrastructures en vue des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010, par la construction résidentielle, par le secteur des services et par l'émergence de l'industrie de la haute technologie.

L'économie de l'**Alberta** a ralenti en 2007, le taux de croissance du PIB chutant de son niveau historique de 6,6 p. 100 atteint en 2006 à 3,3 p. 100. L'Alberta est la province canadienne qui a enregistré le plus faible taux de chômage, soit 3,5 p. 100, et le plus haut taux d'activité. Il s'agit également de la province canadienne qui a affiché le plus haut taux de croissance de la population, mais en raison de la diminution des migrations interprovinciales, ce taux était tout de même plus bas que le niveau record atteint en 2005.

La solide performance économique de la province a été largement stimulée par les niveaux records des cours du pétrole, puisque environ un employé albertain sur six travaille dans ce secteur. La diminution de la croissance économique de la province s'explique en grande partie par le ralentissement des activités dans les secteurs du gaz naturel et du pétrole classique. De même, l'industrie manufacturière a stagné. En effet, le secteur manufacturier a décliné et les activités de construction, bien qu'elles soient encore vigoureuses, ont diminué considérablement après un boom qui a duré trois ans. L'économie de l'Alberta dépend toujours beaucoup du secteur de l'énergie, ce qui la rend très vulnérable aux fluctuations des prix et de la demande à ce chapitre.

S'étant relevée d'une croissance négative de -0,4 p. 100 en 2006, l'économie de la **Saskatchewan** a affiché une augmentation de 2,8 p. 100 en 2007. La flambée des prix des produits de base a été profitable aux producteurs de potasse, d'uranium et de céréales, et l'effet positif s'est répandu dans l'ensemble de l'économie, particulièrement dans le commerce de détail et de gros et dans les secteurs des services financiers et du tourisme. Le taux d'emploi a gagné deux points de pourcentage, et le taux de chômage a chuté à un niveau jamais atteint en trois décennies, soit 4,2 p. 100, et ce, même si le taux de croissance de la population de la Saskatchewan dépassait la moyenne nationale. La construction résidentielle a nettement augmenté. En effet, les mises en chantier ont augmenté de 61,7 p. 100 et les prix ont monté en flèche. La forte croissance des revenus du travail a incité les consommateurs à dépenser pour une foule d'autres biens et services; la croissance des ventes au détail dans cette province était la plus élevée au pays (10,2 p. 100).

En 2007, la croissance multisectorielle de 3,3 p. 100 qu'a connue le **Manitoba** a fait de la croissance économique manitobaine la seconde en importance au Canada, à égalité avec l'Alberta. L'explosion des constructions résidentielles et commerciales, la croissance et la diversification du secteur manufacturier et de robustes dépenses personnelles ont permis à la province de dépasser encore cette année la moyenne nationale au chapitre du taux de croissance.

Malgré tout, le Manitoba est la seule province de l'Ouest à avoir enregistré une diminution nette de sa population attribuable à la migration interprovinciale. Le taux de chômage est demeuré

stable à 4,4 p. 100, et les revenus du travail se sont accrus de 7,4 p. 100. En raison de son caractère diversifié, le secteur manufacturier du Manitoba a su mieux résister au ralentissement vécu par les États-Unis que la plupart des autres provinces canadiennes. Il a enregistré son plus important gain depuis 2000 au chapitre des envois, soit 4,6 p. 100, comparativement à une baisse de 1 p. 100 à l'échelle nationale.

Les indicateurs économiques clés à l'échelle provinciale et nationale sont présentés dans le tableau 1 ci-dessous :

2007	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qc	N.-B.	N.-É.	Î.-P.-É.	T.-N.-L.	Canada
PIB à prix courants (M$)	190 214	259 941	51 166	48 586	582 019	298 157	26 410	33 296	4 538	29 034	1 531 427
PIB réel **	163 200	189 470	39 500	41 644	532 842	266 104	23 213	29 042	4 129	19 336	1 316 219
Croissance du PIB réel (%)	3,1	3,3	2,8	3,3	2,1	2,4	1,6	1,6	2,0	9,1	2,7
Revenu disponible par habitant à prix courants ($)	26 404	34 258	24 738	24 716	27 250	24 292	23 643	24 148	22 331	24 306	26 826
Taux de chômage (%)	4,2	3,5	4,2	4,4	6,4	7,2	7,5	8,0	10,3	13,6	6,0
Taux d'activité (%)	66,4	74,3	69,3	69,2	68,1	65,8	64,7	64,0	67,9	58,9	67,7
Indice des prix à la consommation, variation annuelle (%)	1,2	4,1	3,7	2	2,1	2,2	2,6	3,1	2,8	2,3	2,4
PIB tiré du secteur manufacturier **	15 872	16 967	2 689	4 939	90 479	46 879	2 643	2 598	442	820	184 756
Variation annuelle (%)	-3,0	0,3	-3,2	4,6	-2,2	0,8	-4,7	-0,7	5,2	4,3	-1,0
Exportations, selon les données des douanes (M$)	31 554,9	82 113,5	19 432,7	11 561	177 228	67 254,1	11 160,7	5 299,9	767,1	11 578,9	419 843,5
Variation annuelle (%)	-5,7	5,6	2,0	1,4	0	-2,6	7,7	4,5	-2,5	21,6	2,1
PIB tiré des ventes au détail **	9 824	9 291	2 105	2 592	28 065	16 350	1 454	1 807	564	903	72 915
Variation annuelle (%)	7,0	9,2	10,2	7,6	4,3	4,8	4,1	2,9	5,6	6,1	5,7
Population, en milliers	4 414	3 497,9	1 006,6	1 193,6	12 861,9	7 730,6	751,3	935,6	139,1	508,1	33 143,6
Variation annuelle (%)	2,4	3,3	2,1	1,3	1,4	1,0	0,3	0,1	0,4	0	1,5
Immigration, nombre	38 927	20 823	3 515	10 947	111 436	45 224	1 644	2 523	986	541	236 758
Migration interprovinciale nette, nombre	13 385	10 625	10 174	-1 390	-17 762	-14 444	1 100	-546	-237	-694	s.o.
Mises en chantier, nombre	39 195	48 336	6 007	5 738	68 123	48 553	4 242	4 750	750	2 649	228 243
Variation annuelle (%)	7,6	-1,3	61,7	14,1	-7,2	1,4	3,8	-3	1,6	18,6	0,4

* Source des données : Statistique Canada
** Données provisoires

Pour plus de renseignements sur la performance économique des provinces de l'Ouest canadien, voir la rubrique L'Ouest canadien du site Web de DEO.

Rendement global du Ministère par rapport aux priorités

Ci-dessous figurent les résultats obtenus par DEO relativement aux six priorités ministérielles établies pour 2007-2008. Ces résultats ont contribué à l'atteinte des résultats stratégiques globaux du Ministère.

1. Compétitivité et croissance des entreprises

Le RSEOC **a amélioré l'accès des PME au capital-risque et aux services aux entreprises** en fournissant plus de 540 000 services aux entreprises[6] et en approuvant 1 407 prêts totalisant 65,3 M$. Ce soutien a permis la création ou la conservation de 8 742 emplois en plus d'entraîner la création, la conservation ou l'expansion de 3 447 entreprises[7]. Par ailleurs, 154 prêts totalisant 15,76 M$ ont été accordés au titre du Programme de prêts et d'investissements (PPI), par le

[6] Ces services comprennent la communication de renseignements, la prestation de conseils et les services de formation.
[7] Résultats signalés par le client

truchement de l'effet multiplicateur de contributions de l'ordre de 1,9 M$ provenant de DEO. Ces montants rendront possible la création d'environ 444 emplois et entraîneront une augmentation des ventes de près de 57 M$.

Voici quelques exemples d'initiatives systémiques pour lesquelles DEO a offert son soutien en vue d'**augmenter la compétitivité et la croissance des entreprises :** 126 000 $ accordés à FPInnovations dans le but de mettre en œuvre, en collaboration avec le Wood Products Quality Council, le programme de certification de la qualité Woodmark dans le secteur forestier en C.-B., ce qui entraînera la certification de 20 entreprises; 341 500 $ octroyés à Manitoba Hydro pour que la société fournisse à cinq producteurs locaux de biodiesel des services de mise à l'essai du carburant à la fine pointe de la technologie; 2 M$ au Centre canadien de rayonnement synchrotron pour rehausser la mise en marché de ses produits dans l'espoir d'attirer 50 nouveaux utilisateurs industriels.

2. **Investissements stratégiques dans l'infrastructure**
   Avec l'aide de ses partenaires des secteurs public et privé, DEO a continué d'investir dans l'infrastructure économique et commerciale de l'Ouest en exécutant les programmes d'infrastructures municipales au nom d'Infrastructure Canada, à l'appui des objectifs ministériels qui consistent à favoriser la diversification économique ainsi que la croissance et la compétitivité des petites entreprises. Parmi les exemples figurent la modernisation de l'installation de traitement des eaux usées à Tsulquate, le réaménagement du Centre de congrès Shaw à Edmonton et des améliorations apportées aux source d'approvisionnement en eau de la municipalité de Maidstone.

3. **Commercialisation et production à valeur ajoutée**
   DEO continue d'apporter un soutien important à la **création et à la croissance des grappes d'entreprises axées sur le savoir** dans l'Ouest canadien, comme le secteur des sciences de la vie en C.-B. où on utilise une technologie d'avant-garde en matière de séquençage génomique (ADN) pour faire de la recherche appliquée. Par exemple, DEO a accordé du financement à neuf conseils scientifiques et technologiques régionaux de la C.-B. afin qu'ils puissent offrir des services de soutien aux entrepreneurs du milieu des technologies et aux entreprises émergentes tout en faisant la promotion de la diversification rurale. Les efforts conjoints déployés par ces conseils rehausseront les compétences de plus de 1100 entrepreneurs du secteur technologique travaillant à l'extérieur de la région métropolitaine de Vancouver.

4. **Compétitivité et commerce à l'échelle internationale**
   DEO a continué de soutenir l'Initiative de la porte et du corridor de l'Asie-Pacifique en appuyant un voyage d'étude des capacités scientifiques et technologiques de l'Ouest canadien réalisé par le Service des délégués commerciaux. On s'attend à ce que l'étude permette d'augmenter la présence des entreprises de l'Ouest canadien sur le marché de l'Asie du Nord. DEO a également soutenu, par l'intermédiaire de l'Initiative de représentation accrue aux États-Unis (IRA), 35 projets de développement du commerce international totalisant 468 938 $. Par le truchement de sa participation à l'IRA, DEO a appuyé huit missions commerciales aux É.-U. en 2007-2008, dont deux missions manitobaines à Denver et à Chicago qui se sont soldées par la signature de nouveaux contrats d'une valeur totale de 1,5 M$.

5. **Responsabilité, reddition de comptes sur le rendement et coordination du RSEOC**

Parmi les mesures prises figurent l'adoption formelle de normes minimales de responsabilité envers la collectivité, l'établissement de normes minimales de rendement, l'offre de formation sur la mesure du rendement, l'octroi de financement pour améliorer l'infrastructure de la technologie de l'information et faire en sorte que plus de régions de l'Ouest puissent utiliser la technologie de la vidéoconférence.

6. **Programme de gestion moderne**
DEO a continué d'améliorer les pratiques de gestion au sein du Ministère. Par exemple, le réaménagement des fonctions de vérification et d'évaluation du Ministère permettra de rehausser la responsabilisation; la mise en œuvre continue de la stratégie de planification de la relève a contribué à l'intégration de la planification des RH et des activités; le repérage de huit risques clés dans le profil de risque du Ministère et l'élaboration d'un plan d'action pour atténuer ces risques ont permis l'intégration de l'évaluation des risques dans la planification des activités. Enfin, les modifications apportées au Portail de projets, le système Web d'information de DEO sur les S et C accordées aux projets, est un bon exemple de gestion améliorée de l'information.

La section IV donne plus de détails sur ces améliorations apportées aux pratiques de gestion de DEO et précise les « leçons tirées » en ce qui a trait aux évaluations, aux vérifications, à la mesure du rendement et à la contribution des intervenants, et offre un compte-rendu des obligations du Ministère en ce qui touche la *Loi sur les langues officielles*.

Section II – Analyse des activités de programme par résultat stratégique

1. Résultat stratégique : Un secteur des affaires compétitif et élargi et un réseau d'innovation renforcé dans l'Ouest canadien (Entrepreneuriat et innovation)

Les indicateurs de rendement présentés ci-dessous font partie du Cadre de gestion du rendement de DEO et les données de référence indiquées serviront au Ministère de référence pour le calcul des contributions futures liées à l'entrepreneuriat et à l'innovation. À l'échelle des résultats stratégiques, DEO n'a pas l'intention d'attribuer directement de résultats aux efforts déployés par le Ministère; DEO évalue plutôt son rendement à l'échelle des activités et des sous-activités de programme. Les données de référence relatives à l'Ouest canadien sont comparées à celles établies pour le Canada en entier. Dans les années à venir, DEO comparera les résultats obtenus aux objectifs fixés.

Indicateur de rendement	Source des données	Données de référence		Année
		Ouest	Canada	
Croissance du PIB réel	CANSIM de Statistique Canada	3,2 %	2,7 %	2007
Commerce international : Valeur des exportations, à l'exclusion du secteur primaire (M$)	CANSIM de Statistique Canada	39 240	261 451	2006
Intensité de la R-D : Dépenses intérieures brutes en R-D exprimées en % du PIB	CANSIM de Statistique Canada	1,2 %	2,01 %	2004

1.1 Activité de programme : Développement des entreprises et entrepreneuriat

Résultat attendu : ***Croissance*** des petites entreprises dans l'Ouest canadien et renforcement de leur capacité de rester ***concurrentielles*** malgré l'intensification de la concurrence mondiale.

L'activité de programme Développement des entreprises et entrepreneuriat consiste à améliorer la productivité et la compétitivité des entreprises, à soutenir le commerce et les projets visant à attirer des investissements, à soutenir la commercialisation des technologies, des services et des produits à valeur ajoutée de l'Ouest canadien sur les marchés internationaux, à encourager une plus grande collaboration au sein de l'industrie et à améliorer l'accès des PME aux capitaux.

Les indicateurs de rendement présentés ci-dessous font partie du Cadre de gestion du rendement de DEO et les données de référence indiquées serviront à l'avenir de référence au Ministère pour la mesure du rendement sur le plan du développement des entreprises et entrepreneuriat. Les données de référence relatives à l'Ouest canadien sont comparées à celles établies pour le Canada en entier.

Indicateur de rendement	Source des données	Données de référence		Année
		Ouest	Canada	
Recettes des PME de toutes tailles à l'exception de celles qui n'ont pas d'employés (M$)	Registre des entreprises de Statistique Canada	364 427	1 123 166	Janv. 2007

Emplois dans les PME de toutes tailles à l'exception de celles qui n'ont pas d'employés	Registre des entreprises de Statistique Canada	2 493 300	7 591 100	Janv. 2006
Montant annuel des capitaux accordés aux PME par l'intermédiaire des programmes de DEO[8]	Base de données de DEO	81,16 M$	s.o.	2007-2008

Ressources financières (en milliers de dollars)

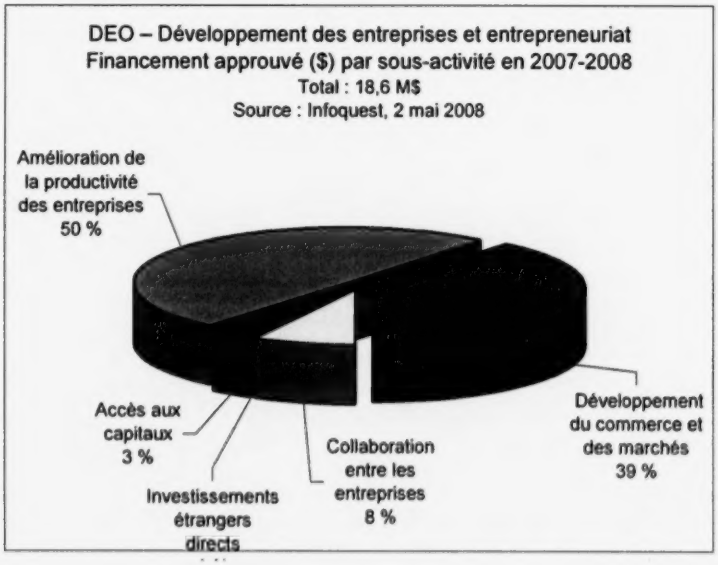
Dépenses prévues	Autorisations	Dépenses réelles
57 786	55 684	55 987

Ressources humaines (ETP)

Nombre prévu	Nombre réel	Différence
131	135	-4

Résultats groupés

En 2007-2008, 46 projets se sont partagé une somme de 18,6 M$ accordée par DEO à l'appui du développement des entreprises et entrepreneuriat. Le financement approuvé a été réparti entre cinq sous-activités, comme l'illustre le diagramme ci-dessous :



Les projets de développement d'entreprises et d'entrepreneuriat approuvés depuis le 1er avril 2005 ont eu des répercussions diverses (répertoriées dans le Portail de projets), notamment un taux de satisfaction moyen de la clientèle de 89 p. 100 à l'égard des services reçus, la création, la conservation ou l'expansion de 273 entreprises, la participation de 545 entreprises aux projets de développement des exportations et des marchés, et 37 nouveaux partenariats ou alliances stratégiques[9]. (Voir le tableau 14 à la section III pour plus de détails.)

[8] Comprend des prêts fournis par des membres du RSEOC ainsi que ceux accordés au titre du Programme de prêts et d'investissements

[9] Depuis le 1er avril 2005, tous les projets de subventions et de contributions de DEO comportent au moins un indicateur de rendement standard à l'échelle des sous-activités. Les données englobent les répercussions de tous les

Résultats des évaluations, des vérifications et des études d'impact

L'évaluation du **Programme de développement des collectivités (PDC)** a été entamée en 2007-2008 et est toujours en cours. Le rapport final sera affiché sur le site Web public de DEO, sous la rubrique Vérification et Évaluation, en 2008-2009 et comprendra les résultats des activités Développement des entreprises et entrepreneuriat, et Planification, développement et adaptation économique des collectivités.

Le rapport final de l'évaluation du **Programme de diversification de l'économie de l'Ouest (PDEO)** sera aussi affiché prochainement sur le site Web public de DEO, y compris les résultats des activités du programme de DEO de 2003 à 2007. D'après le rapport d'évaluation, les activités de Développement des entreprises et Entrepreneuriat représentent 24,5 p. 100 des dépenses de toutes les activités entreprises dans le cadre du PDEO et 26 p. 100 de tous les projets terminés.

D'après 66,5 p. 100 des bénéficiaires d'un financement, leurs projets ont permis d'établir un plus grand nombre de partenariats et de relations stratégiques couronnés de succès. De plus, peu d'entre eux ont indiqué que leurs projets avaient abouti à des investissements étrangers accrus (15 p. 100) ou à une participation sur les marchés internationaux (27,7 p. 100).

En ce qui concerne la participation accrue des économies canadiennes de l'Ouest sur les marchés internationaux et la conclusion d'alliances stratégiques réussies, des informateurs clés ont indiqué avoir constaté des changements positifs. Cependant, ils ont fait remarquer que le PDEO est trop modeste pour pouvoir engendrer lui seul des modifications et que certains de ces nouveaux changements étaient attribuables à d'autres programmes de diversification économique. Pour ces informateurs, l'établissement de partenariats constitue aussi un élément fondamental de la diversification économique.

Les projets financés par le PDEO ont facilité la création d'emplois et d'entreprises, probablement à un taux plus élevé que les données administratives existantes.

Le compte rendu de l'étude d'impact de **l'Initiative pour les femmes entrepreneurs (IFE)**, qui couvrait une période de cinq ans se terminant le 31 mars 2008.

- **Amélioration de la productivité des entreprises** – Sur le plan économique, les investissements de DEO ont été avantageux : l'IFE génère une année-personne d'emploi pour 4,246 $ en capital d'exploitation investi. Les clients croient que 55 p. 100 de leurs revenus d'entreprise actuels découlent des services prodigués par l'IFE. On a demandé aux clients d'évaluer sur une échelle de 1 à 5, où 5 signifiait « très satisfait », leur degré de satisfaction quant aux services prodigués par l'IFE. La note moyenne était de 4,1; 75 p. 100 des clients ont affirmé être assez ou très satisfaits et 5 p. 100 se sont dits pas du tout satisfaits. Les clients ont mentionné que la vaste gamme de services aux entreprises offerts par l'IFE les ont aidés à améliorer leurs compétences personnelles, professionnelles ou en gestion, leur ont facilité l'accès à d'autres programmes et services, leur ont permis d'établir des contacts avec d'autres entrepreneurs, leur ont facilité l'accès aux renseignements nécessaires à la

---

projets dont les résultats ont fait l'objet de rapports jusqu'au 25 juin 2008, à l'exclusion du financement de base des membres du RSEOC.

prise de décisions et les ont encouragés à démarrer une entreprise ou à développer davantage la leur.

- **Accès aux capitaux** – Les recettes de l'entreprise moyenne qui reçoit un prêt sont passées d'environ 57 000 $ l'année précédent l'octroi du prêt à 163 000 $ dans la première année suivant le versement du prêt et à plus de 550 000 $ dans la cinquième année – approximativement 1,9 M$ en revenus additionnels sur une période de cinq ans. Selon l'étude d'impact, 572 prêts totalisant 22,9 M$ octroyés aux clients de l'IFE durant les cinq années ont généré des recettes supplémentaires de l'ordre de 660 M$ et 8000 années-personnes d'emploi. De ces montants, les clients attribuent 363 M$ des recettes supplémentaires et 4430 années-personnes d'emploi aux services prodigués par l'IFE.

Le compte rendu préliminaire de l'étude d'impact des **Organisations francophones à vocation économique (OFVE)**, qui couvrait une période de cinq ans se terminant le 31 mars 2008, fait état des résultats ci-dessous :

- **Amélioration de la productivité des entreprises** – D'après les réponses des 103 clients qui ont répondu au sondage, les services prodigués par les OFVE ont rendu possible l'embauche d'environ 145 nouveaux employés. Le degré de satisfaction de la clientèle à l'égard des services obtenus était de 4,45 sur une échelle de 1 à 5, où 5 signifiait « très satisfait ». Selon les conclusions de l'évaluation, les OFVE sont efficaces, elles ont gagné la confiance de leurs clients au fil des ans, elles comptent une grande proportion de nouveaux entrepreneurs parmi leurs clients et, grâce à leur soutien, elles ont permis d'accélérer le démarrage ou l'expansion des entreprises.
- **Accès aux capitaux** – Pour étudier la question de l'accès aux capitaux, on a examiné le cas du Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM). Le CDEM offre trois sources de capitaux à ses clients. Entre février 2001 et mai 2008, le CDEM a aidé 341 entreprises à accéder à des prêts totalisant 41 526 496 $ **par l'intermédiaire de ses services aux entreprises**, ce qui a permis la création ou la conservation de 788 emplois. Entre janvier 1999 et octobre 2007, le CDEM a accordé des **prêts directs** d'une valeur totale de 1 454 489 $, ce qui a engendré la création de 98 nouveaux emplois. L'investissement initial d'une valeur de 500 000 $ par DEO dans le fonds d'emprunt du CDEM a mobilisé un financement supplémentaire de 11 198 879, ce qui équivaut à $ 22,40 $ pour chaque dollar investi par le Ministère. En ce qui concerne le **fonds franco-manitobain**, duquel le CDEM, DEO et la Banque de développement du Canada (BDC) sont partenaires, les contributions de réserve pour pertes sur prêts de 369 560 $ octroyées par DEO ont permis l'attribution de 2 477 800 $ sous forme de prêts. Le rôle du CDEM est d'aiguiller les clients vers la BDC.

Résultats précis à l'appui des priorités ministérielles

L'activité de programme Développement des entreprises et entrepreneuriat a contribué aux priorités ministérielles suivantes :

Soutenir la **compétitivité et la croissance des entreprises**.
Améliorer la **compétitivité internationale et renforcer les corridors économiques et commerciaux** importants pour l'Ouest.

Rehausser la responsabilité, la transparence et la reddition de comptes sur le rendement des membres du Réseau de services aux entreprises de l'Ouest canadien (RSEOC) et améliorer la **coordination** parmi les membres du Réseau et d'autres organisations commerciales et économiques.

Compétitivité et croissance des entreprises

Le RSEOC **a amélioré l'accès des PME au capital-risque et aux services aux entreprises** en répondant à plus de 466 000 demandes de renseignements, en fournissant plus de 47 000 services consultatifs, en formant plus de 28 000 clients, en traitant plus de 3,3 millions interactions libre-service (système téléphonique automatisé et visites sur les sites Web) et en approuvant 1407 prêts totalisant 65,4 M$. Ce soutien a permis la création ou la conservation de 8742 emplois en plus d'entraîner la création, la conservation ou l'expansion de 3447 entreprises. Par ailleurs, 154 prêts d'une valeur totale de 15,76 M$ ont été accordés au titre du Programme de prêts et d'investissements (PPI), auxquels viennent se greffer des contributions de l'ordre de 1,9 M$ provenant de DEO. Ces montants rendront possible la création d'environ 444 emplois et entraîneront une augmentation des ventes de près de 57 M$. Dans le but de dénicher d'autres partenaires qualifiés et ainsi d'augmenter l'accès des PME au capital-risque, DEO a abondamment sollicité les déclarations d'intérêt en 2007-2008. Le Ministère a reçu plusieurs propositions qui seront mises à l'étude en vue du processus d'attribution des fonds pour 2008-2009.

En vue d'augmenter la productivité et la compétitivité des entreprises, DEO a approuvé l'octroi de fonds dans plusieurs initiatives systémiques, dont celles-ci :

- **FPInnovations** – 126 000 $ pour la mise en œuvre et la promotion, en collaboration avec le Wood Products Quality Council, du programme de certification de la qualité Woodmark s'adressant aux entreprises productrices de produits du bois à valeur ajoutée de la Colombie-Britannique et des autres provinces de l'Ouest canadien. Ce projet entraînera la certification de 20 entreprises.
- **Manitoba Hydro** – 341 500 $ pour le renforcement des capacités de son laboratoire d'analyse chimique de Selkirk au Manitoba et la prestation de services de mise à l'essai à la fine pointe de la technologie à l'industrie manitobaine du biodiesel. Les nouvelles technologies profiteront à cinq producteurs locaux de biodiesel. Les frais d'exploitation de ces entreprises en seront ainsi réduits et ces dernières auront moins besoin de se tourner vers d'autres régions pour tester leur carburant.
- **Centre canadien de rayonnement synchrotron** – 2 M$ pour la mise en marché de ses produits, avec les nouveaux utilisateurs industriels comme cible principale. Grâce au financement octroyé aux activités de développement des entreprises, le Centre canadien de rayonnement synchrotron prévoit attirer 50 nouveaux utilisateurs industriels, ce qui l'aidera à atteindre son objectif initial d'utilisation par l'industrie fixé à 10 p. cent au cours de la première année.

Compétitivité et commerce à l'échelle internationale

Les intervenants de l'Ouest canadien (entreprises, associations industrielles et établissements de recherche) qui ont pris part à l'Initiative de représentation accrue aux États-Unis (IRA) et à d'autres projets visant à augmenter la compétitivité des entreprises à l'échelle internationale obtiennent de plus en plus de résultats positifs au chapitre des ventes, des ententes de recherche et des

signatures de contrat. Voici quelques exemples de projets visant la compétitivité internationale entrepris en 2007-2008 et qui ont bénéficié du soutien de DEO :

Initiative de la porte et du corridor de l'Asie-Pacifique (IPCAP) – En partenariat avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) et les gouvernements des provinces de l'Ouest, DEO a invité 11 spécialistes fédéraux canadiens de la promotion commerciale et des investissements travaillant en Chine, à Taïwan, en Corée et au Japon à entreprendre un voyage d'étude dans l'Ouest canadien dans le but d'établir des contacts avec les entreprises canadiennes de science et de technologie. L'objectif du voyage d'étude était de faire connaître davantage aux délégués commerciaux les capacités scientifiques et technologiques de l'Ouest canadien afin qu'ils puissent promouvoir plus efficacement les occasions d'affaires et d'investissements entre l'Asie et l'Ouest du Canada.

En 2007-2008, DEO a soutenu, par l'intermédiaire de **l'Initiative de représentation accrue aux États-Unis** (IRA), un nombre record de 35 projets de développement du commerce international totalisant 468 938 $. Par le truchement de sa participation à l'IRA, DEO joue un rôle essentiel dans la promotion des capacités scientifiques et technologiques de l'Ouest canadien auprès du marché américain. En 2007-2008, 25 des projets de DEO au titre de l'IRA ciblaient le secteur de la science et de la technologie. DEO a également appuyé huit missions commerciales aux É.-U. en 2007-2008, dont deux missions manitobaines à Denver et à Chicago qui se sont soldées par la signature de nouveaux contrats d'une valeur totale de plus de 1,5 M$. Par ailleurs, plusieurs entreprises ont signé des ententes commerciales avec des entreprises de Chicago et de Denver et continuent de mener à bien leurs activités de développement.

Saskatchewan Trade & Export Partnership Inc. (STEP) – Grâce au programme d'accueil d'acheteurs étrangers dans l'Ouest canadien (Western Canada Incoming Buyers Program), 209 entreprises ont pu participer à des projets de développement des exportations et des marchés, 14 partenariats avec des associations industrielles ont été établis et 186 acheteurs étrangers sont venus s'approvisionner dans l'Ouest canadien dans les trois derniers exercices.

Une des priorités pour 2007-2008 était d'élaborer une stratégie de compétitivité internationale pour le Ministère. Des mesures importantes ont été prises et une stratégie en bonne et due forme entrera en vigueur en 2008-2009.

Responsabilité, reddition de comptes et coordination du RSEOC

Dans le but de rehausser la responsabilité, la transparence, la reddition de comptes sur le rendement et la coordination du Réseau des services aux entreprises de l'Ouest canadien (RSEOC), les mesures suivantes ont été prises :

- Des **normes minimales de responsabilité envers la collectivité** ont été formellement adoptées, entre autres en ce qui a trait à l'affichage en ligne des états financiers, des noms des membres du conseil d'administration et des processus de sélection et de nomination;
- Des **normes minimales de rendement** ont été établies pour chacun des groupes de partenaires du Réseau;
- Une **formation sur la mesure du rendement** a été donnée aux organismes d'aide au développement des collectivités;

- Des fonds ont été octroyés dans le but d'**améliorer l'infrastructure de la technologie de l'information** et ainsi permettre la production en ligne continue de rapports trimestriels sur le rendement;
- Plus de régions ont désormais accès à la technologie de la **vidéoconférence**, ce qui permet aux membres du RSEOC de partager plus efficacement les ressources et de mieux servir leurs clients (p. ex. séance de formation sur vidéo).

1.2 Activité de programme : Innovation

Résultat attendu : Augmentation des activités économiques fondées sur le savoir et la valeur ajoutée, dans le secteur des industries traditionnelles et nouvelles, capables de créer une économie plus diversifiée et plus adaptable dans l'Ouest canadien.

Innover consiste à traduire le savoir en retombées économiques et nécessite le développement, la commercialisation et l'adoption de technologies, principaux moyens pour diversifier l'économie.

Les indicateurs de rendement présentés ci-dessous font partie du Cadre de gestion du rendement de DEO et les données de référence indiquées serviront à l'avenir de référence au Ministère pour la mesure du rendement sur le plan de l'innovation. Les données de référence relatives à l'Ouest canadien sont comparées à celles établies pour le Canada en entier.

Indicateur de rendement	Source des données	Données de référence		Année
		Ouest	Canada	
Revenus totaux tirés de la commercialisation de la propriété intellectuelle (M$)	Sondage de Statistique Canada sur la commercialisation de la propriété intellectuelle	28,55	64,6	2006
Dépenses des entreprises en R-D exprimées en % du PIB	CANSIM de Statistique Canada	0,5 %	1,0 %	2004
Emplois en sciences naturelles et appliquées et dans les domaines connexes exprimés en % de l'emploi total	CANSIM de Statistique Canada	6,5 %	6,6 %	2006

Ressources financières (en milliers de dollars)

Dépenses prévues	Autorisations	Dépenses réelles
64 696	82 520	70 065

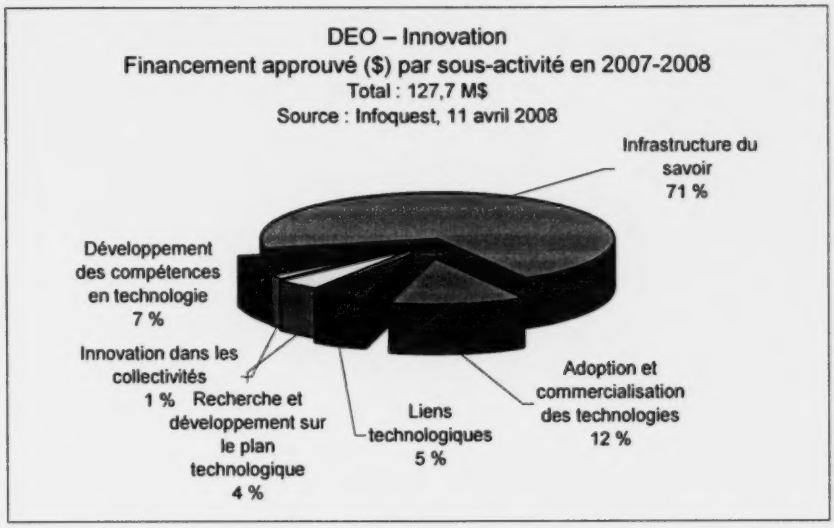
Ressources humaines (ETP)

Prévues	Réelles	Différence
97	94	3

Résultats groupés

En 2007-2008, 86 projets se sont partagé une somme de 127,5 M$ accordée par DEO à l'appui de l'innovation. Le financement approuvé a été réparti entre six sous-activités, comme l'illustre le diagramme ci-dessous[10] :

[10] Inclut un financement fédéral de 49 M$ accordé au laboratoire de confinement de niveau 3 d'Intervac à Saskatoon, qui est compris dans la sous-activité Infrastructure du savoir. La contribution moyenne de DEO dans les projets liés à l'innovation, à l'exclusion d'Intervac, était de 914 000 $.



Voici quelques exemples de répercussions engendrées par les projets d'innovation approuvés depuis le 1er avril 2005 : 90 démonstrations de technologies, 66 partenariats ou réseaux créés et dix-biens matériels (établissements ou équipement) acquis destinés à la R-D ou à la formation[11]. (Voir le tableau 14 à la section III pour plus d'exemples.)

Résultats des évaluations, des vérifications et des études d'impact

D'après le rapport final de **l'évaluation du PDEO**, les activités liées à l'Innovation ont représentée 34,1 p. 100 des dépenses de toutes les activités entreprises par le PDEO. Les activités liées à l'Innovation ont représenté 30 p. 100 de tous les projets terminés.

Parmi les clients qui ont répondu au sondage, 47,1 p. 100 d'entre eux ont indiqué que le projet auquel ils avaient participé a contribué à une augmentation de la productivité. Et 55,6 p. 100 d'entre eux ont estimé que le projet avait amélioré les activités d'éducation, de formation et de perfectionnement des compétences.

Des informateurs clés ont signalé que le programme est très axé sur l'innovation, qu'il vise des intérêts à long terme dans ce domaine et que les résultats ont été démontrés. Ces résultats englobent les partenariats avec les universités et les travaux accomplis dans les domaines suivants : sciences de la vie, piles à combustible, nanotechnologie, santé, environnement, TIC et technologies sans fil. Cette réussite est attribuée aux forces du modèle du PDEO qui permet une certaine souplesse dans le maintien de l'infrastructure et des services de soutien liés à l'innovation , aux efforts considérables avec les organismes sans but lucratif et un financement permanent alloué au secteur des technologies.

Résultats précis à l'appui des priorités ministérielles ou de l'activité de programme

L'activité de programme Innovation a contribué aux priorités ministérielles suivantes:

[11] Les répercussions englobent les projets dont les résultats ont fait l'objet de rapports jusqu'au 25 juin 2008.

Mettre davantage l'accent sur le soutien apporté à la **commercialisation et à la production à valeur ajoutée.**

Commercialisation et production à valeur ajoutée

DEO continue d'apporter un soutien crucial au développement du secteur des sciences de la vie en C.-B. Le Ministère a permis à des intervenants clés comme Genome BC, la BC Cancer Foundation et la BC Cancer Agency d'acquérir une technologie d'avant-garde en matière de séquençage génomique (ADN) pour faire de la recherche appliquée et ainsi mettre au point de nouveaux traitements ou des traitements améliorés contre le cancer. Comme le secteur des sciences de la vie a évolué, DEO multiplie ses efforts pour soutenir la commercialisation des nouvelles technologies. Par exemple, le soutien qu'a accordé DEO à d'importants organismes de recherche en santé comme le Centre pour la recherche-développement sur les médicaments a facilité la mise sur pied d'un circuit de commercialisation des composés pharmaceutiques et a attiré d'autres ressources comme du financement au titre du programme fédéral des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche (l'évaluation de l'incidence des investissements de DEO dans la grappe des sciences de la vie de l'Ouest canadien dont on fait mention dans le RMR de 2006-2007 est maintenant affichée sur le site Web de DEO).

Les paragraphes qui suivent décrivent les investissements qu'a réalisés DEO à l'appui des priorités au chapitre de l'innovation, c.-à-d. l'adoption et la commercialisation des technologies, l'innovation en milieu rural et le développement des compétences en technologie.

Adoption et commercialisation des technologies

Projet-pilote de logiciel de gestion des implants dentaires conçu par l'iRSM – En 2003-2004, DEO a accordé 975 000 $ en vue de la commercialisation du logiciel de gestion des implants dentaires Implant Manager appartenant au Caritas Health Group. Le logiciel est le fruit d'un projet conjoint d'une équipe de recherche en chirurgie (Institute for Reconstructive Sciences in Medicine ou iRSM, qui se nommait auparavant COMPRU) et d'une entreprise albertaine de conception de logiciels. Implant Manager permet aux cliniciens de voir des images tridimensionnelles des implants avant la chirurgie et d'expliquer efficacement la procédure aux patients et à leur famille. Le projet-pilote, qui comprenait une phase de conception, une phase de démonstration et une phase de mise à l'essai, s'est déroulé dans dix établissements répartis dans six pays. Implant Manager a attiré l'attention de la communauté internationale et les promoteurs du projet étudient maintenant les possibilités de commercialisation.

Hôpital général Saint-Boniface – En 2004-2005, DEO a contribué à hauteur de 390 000 $ à l'aménagement d'un site d'incubation d'entreprises de 4600 pieds carrés au premier étage de l'Institut de recherche clinique Asper, une initiative de 440 000 $. Le projet a permis à deux entreprises de se développer, d'accéder au capital-risque puis de s'établir dans un autre quartier de Winnipeg pour y poursuivre leur croissance. Les deux entreprises, Monteris (système unique de thérapie thermique interstitielle par laser guidé par IRM, lequel est utilisé dans le traitement des tumeurs qui auparavant étaient inopérables) et Intelligent Hospital Systems Inc. (système automatisé de préparation de solutions intraveineuses en sac ou en seringue) exploitent des technologies mises au point au Centre de recherche de l'Hôpital général Saint-Boniface. Les deux entreprises ont connu une croissance sur le plan des ventes et du nombre d'employés et entretiennent des contacts avec le marché américain.

Innovation en milieu rural (à l'appui de la diversification rurale)

Conseils scientifiques et technologiques régionaux en C.-B. – En 2007-2008, DEO a approuvé un financement de 859 709 $ pour que neuf conseils scientifiques et technologiques de l'extérieur de la région métropolitaine de Vancouver puissent fournir pendant deux ans des services de soutien spécialisés (programme Linx) aux entrepreneurs du milieu des technologies et aux entreprises émergentes dans le but de faciliter leur croissance (projet totalisant 1,040 M$). Les services Linx comprennent le mentorat, le réseautage, les ressources humaines et la formation en matière de stratégies financières. Les conseils scientifiques et technologiques régionaux sont des organismes sans but lucratif qui appuient la croissance de l'industrie des technologies dans les régions rurales de la C.-B. et qui ensemble forment le BC Regional Science and Technology Network (BCRSTN). Les efforts conjoints déployés par ces conseils rehausseront les compétences de plus de 1100 entrepreneurs du secteur technologique travaillant à l'extérieur de la région métropolitaine de Vancouver.

Alberta Terrestrial Imaging Centre – En 2005-2006, DEO a versé 1,8 M$ des 8,3 M$ requis pour l'établissement de l'Alberta Terrestrial Centre (ATIC), une coentreprise sans but lucratif de l'Université de Lethbridge et Iunctus Geomatics Corp., une entreprise située à Lethbridge en Alberta. Dans le cadre d'un autre projet réalisé en 2006-2007, DEO a versé 933 000 $ à l'ATIC pour l'aider à acquérir du matériel spécialisé d'une valeur de 2,12 M$ en vue de mener des recherches sur l'utilisation de l'imagerie satellitaire dans une grande variété de domaines, comme la gestion des ressources, l'énergie, la sécurité intérieure, les interventions d'urgence et les changements climatiques. L'ATIC fournira également des images satellites récentes ou anciennes aux institutions de recherche nord-américaines. L'ATIC est désormais reconnu comme étant un chef de file dans le secteur de l'imagerie par satellite. Grâce à ces projets, l'ATIC a pu créer 10 emplois en deux ans.

Petroleum Technology Research Centre (PTRC) – En 2003-2004, DEO a contribué à hauteur de 1 M$ au projet de 10 M$ visant à soutenir les recherches du PTRC (Regina, Saskatchewan) qui ont pour but d'améliorer la compétitivité dans le secteur du pétrole et du gaz naturel, d'accroître les investissements, de réduire l'intensité des émissions de gaz à effet de serre produites par l'industrie et les autres conséquences environnementales de cette dernière, de mettre au point la prochaine génération de technologies de production de pétrole consistant à récupérer le pétrole lourd, d'augmenter la collaboration entre l'industrie, les universités et le gouvernement, de soutenir la formation et d'encourager l'industrie à adopter de nouvelles technologies. Le projet a permis d'attirer un financement supplémentaire de 963 000 $ dans l'industrie, rendant possible la commercialisation de six nouvelles technologies. L'incidence directe de ce projet est observable dans les régions rurales, là où le pétrole est extrait.

Compétences en technologie

Alliance des manufacturiers et des exportateurs du Canada – En 2007-2008, en partenariat avec le gouvernement du Manitoba, DEO a contribué à hauteur de 1,1 M$ à l'Initiative de fabrication avancée (IFA) lancée par la division manitobaine du groupe Manufacturiers et exportateurs du Canada. Ce projet, qui totalise 4 M$, comporte plusieurs volets visant à offrir aux entreprises manufacturières une expertise et des connaissances pour accroître leur productivité et développer des compétences qui les aideront à être concurrentielles à l'échelle internationale. L'IFA mettra l'accent sur les programmes touchant les ressources humaines et la sensibilisation au principe de fabrication sans gaspillage. Résultat : plus d'information, une meilleure formation et le renforcement des compétences des gens hautement qualifiés.

2. Résultat stratégique : Des collectivités économiquement viables et jouissant d'une qualité de vie élevée dans l'Ouest canadien (Développement économique des collectivités)

Les indicateurs de rendement présentés ci-dessous font partie du Cadre de gestion du rendement de DEO et les données de référence indiquées serviront au Ministère de référence pour le calcul des contributions futures liées au développement économique des collectivités. Les données de référence relatives à l'Ouest canadien sont comparées à celles établies pour le Canada en entier.

Indicateur de rendement	Source des données	Données de référence		Année
		Ouest	Canada	
Revenu disponible par habitant	Base de données CANSIM de Statistique Canada	27 175 $	25 623 $	2006
Croissance de la productivité de la main-d'œuvre – PIB réel par heure travaillée	Base de données CANSIM de Statistique Canada	2,3 %	2,11 %	2005

2.1 Activité de programme : Planification, développement et adaptation économique des collectivités

Résultat attendu : Veiller à créer dans les régions rurales et urbaines de l'Ouest canadien des collectivités fortes et viables, capables de relever les défis économiques et sociaux qui entravent la compétitivité, les débouchés et la qualité de vie.

Le pilier Planification, développement et adaptation économique des collectivités comprend les projets de développement économique et de diversification ainsi que les activités de coordination qui permettent aux collectivités de soutenir leur économie et de s'adapter à l'évolution de la conjoncture, qui est souvent très périlleuse. Il peut s'agir de faciliter la relance économique après une période difficile ou de travailler avec les organismes communautaires pour exécuter les programmes de développement économique des Autochtones ou d'autres collectivités.

Les indicateurs de rendement présentés ci-dessous font partie du Cadre de gestion du rendement de DEO et serviront à l'avenir de données de référence au Ministère pour la mesure du rendement sur le plan de la planification, du développement et de l'adaptation économique des collectivités. Les données de référence relatives à l'Ouest canadien sont comparées à celles établies pour le Canada en entier.

Indicateur de rendement	Source des données	Données de référence		Année
		Ouest	Canada	
Emploi : nombre de nouveaux emplois créés (en milliers)	Note de conjoncture provinciale du CBOC	166,1	314	2006
Migration nette – internationale et intérieure[12]	Note de conjoncture provinciale du CBOC/ Statistique Canada	118 553	254 359	2006

Ressources financières (en milliers de dollars) **Ressources humaines (ETP)**

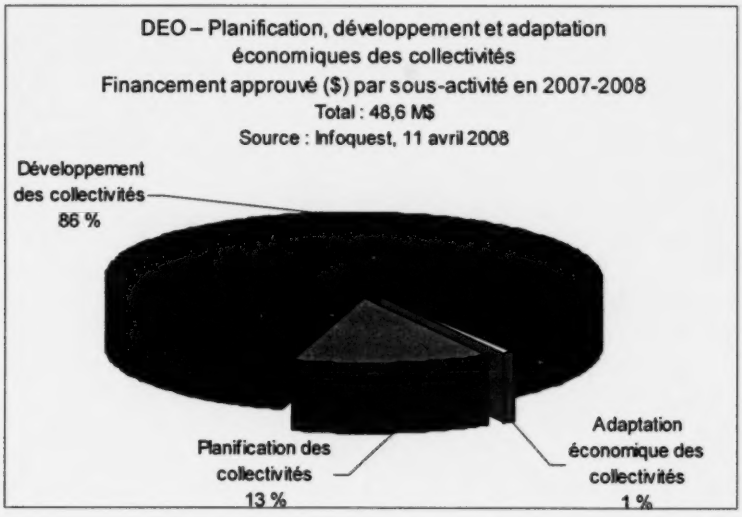
[12] Les migrations intérieures ne comprennent que l'immigration au Canada.

Dépenses prévues	Autorisations	Dépenses réelles
103 952	122 719	74 153

Prévues	Réelles[13]	Différence
52	65	-13

Résultats groupés

En 2007-2008, 58 projets se sont partagé une somme de 48,6 M$ accordée par DEO à l'appui de la planification, du développement et de l'adaptation économique des collectivités. Le financement approuvé a été réparti entre trois sous-activités, comme l'illustre le diagramme ci-dessous :



Voici quelques exemples de répercussions engendrées par les projets de planification, de développement et d'adaptation économique des collectivités approuvés depuis le 1er avril 2005 : 101 activités favorisant le leadership et l'expertise en matière de planification, 96 partenariats créés ou maintenus, 934 cas où des organisations communautaires ont accru leur capacité, 132 installations ou services communautaires améliorés, 2887 personnes formées et 138 entreprises créées, conservées ou élargies[14]. (Voir le tableau 14 à la section III pour plus d'exemples.)

Résultats des évaluations, des vérifications et des études d'impact

D'après le rapport final de **l'évaluation du PDEO**, les activités Planification, développement et adaptation économique des collectivités ont représenté 41 p. 100 des dépenses du PDEO et 43,5 p. 100 de tous les projets du PDEO. Cela concerne la plupart des projets et dépenses entrepris dans le cadre du PDEO au moment de l'évaluation.

[13] L'augmentation des ETP est principalement attribuable au financement accordé au titre de l'Initiative de diversification économique des collectivités.

[14] Les répercussions englobent les projets dont les résultats ont fait l'objet de rapports jusqu'au 25 juin 2008, et n'incluent pas le financement de base des membres du RSEOC.

Dans l'ensemble, les clients ayant répondu au sondage ont indiqué que les travaux auxquels ils ont participé ont contribué à une augmentation de la durabilité et de la diversification de l'économie locale (69,9 p. 100) et à une meilleure planification communautaire (68,3 p. 100). Voici quelques exemples d'activités entreprises dans le cadre des projets qui ont eu des résultats économiques sur les collectivités : renforcement des réseaux et partenariats avec les écoles; construction et/ou remise en état d'installations; installation de nouveaux raccordements de services; amélioration de l'activité touristique.

En général, les informateurs clés ont indiqué que le développement économique des collectivités avait été bien pris en compte par le modèle du PDEO, en particulier dans le cadre de l'Entente Canada-Saskatchewan pour le développement du Nord et des Ententes de développement urbain, par l'intermédiaire de travaux entrepris dans des régions rurales et en collaboration avec des collectivités autochtones.

Malgré les travaux entrepris dans les régions rurales et en collaboration avec des collectivités autochtones, des informateurs clés ont remarqué que ces collectivités posaient des défis au volet consacré au développement économique communautaire du modèle du PDEO, car il est difficile de trouver une organisation capable d'administrer le financement du PDEO. Des informateurs clés ont souligné la nécessité de définir clairement le sens du développement économique des collectivités étant donné que certaines collectivités ne sont pas prêtes à devenir durables.

Le compte rendu préliminaire de **l'étude d'impact des OFVE** fait état des résultats ci-dessous :

- **Planification communautaire** – Les OFVE fournissent un soutien direct crucial à la planification économique des collectivités et à la mise en œuvre des projets, et ce, de différentes façons : soutien à la création d'un projet local ayant des répercussions économiques dans la collectivité, activités de réseautage incitant les collectivités à apporter des changements ou planification complexe dans les villes et villages nécessitant la contribution de divers intervenants.
- **Développement communautaire** – La présence d'une collectivité francophone est perçue comme étant un avantage économique par le reste de la population. Les stratégies de « valorisation » de la collectivité ont eu de multiples répercussions, qui ont duré de nombreuses années. Avec le soutien des OFVE, les collectivités en sont venues à reconnaître l'importance du développement régional par rapport à une approche strictement locale. Les activités de planification stratégique ont soulevé un vent d'optimisme dans les collectivités, dans la mesure où on a donné suite aux projets.

Résultats précis à l'appui de l'activité de programme – Programme sur le dendroctone du pin ponderosa

Des 200 M$ accordés par le gouvernement au **Programme sur le dendroctone du pin ponderosa** (PDPP), une Initiative de diversification économique des collectivités (IDEC) et un projet d'améliorations aéroportuaires ont respectivement reçu, en janvier 2007, 33 M$ et 19,4 M$. En 2007-2008, DEO a approuvé la répartition d'une somme de 1,04 M$ entre cinq projets liés à l'IDEC et l'octroi d'un montant de 12,35 M$ destiné au **prolongement des pistes de l'aéroport de Prince George et de Kelowna**. Il s'agit là d'une première vague d'approbation de projets dans le cadre du PDPP, initiatives qui auront une incidence importante dans les années à venir. Voici les grandes lignes de trois projets liés à l'IDEC :

En Colombie-Britannique, les 100 000 $ versés par DEO à la SADC de Cariboo-Chilcotin ont contribué à l'élaboration d'un plan stratégique pour la **Cariboo-Chilcotin Beetle Action Coalition** (C-CBAC). D'une part, la coalition a sensibilisé les intervenants aux sérieuses conséquences économiques et sociales de l'infestation de dendroctones du pin ponderosa et, d'autre part, elle a établi un modèle de collaboration et d'action communautaires pour remédier à ces conséquences. La C-CBAC continue d'être à la tête des efforts déployés pour contrer les effets néfastes du dendroctone et, en ce sens, elle a récemment préparé une série de stratégies économiques sectorielles. Le plan stratégique qui a été élaboré a par ailleurs permis à la C-CBAC de toucher 1,3 M$ provenant du gouvernement de la C.-B., somme qui servira à approfondir davantage l'étude des possibilités.

L'Initiative de diversification économique des collectivités touchées par le dendroctone du pin ponderosa (IDEC-PDPP) a versé 150 000 $ à la **Quesnel Community and Economic Development Corporation** afin qu'une étude de faisabilité de l'installation d'une bioraffinerie soit effectuée. La fibre ligneuse et les autres bioressources endommagées en raison de l'infestation de dendroctones du pin ponderosa pourraient être récupérées dans le cadre d'un projet de bioénergie. Ce projet dérivé de l'IDEC-PDPP et qui en est encore à un stade précoce est le premier d'une série de projets visant à mettre en lumière les options de diversification qui s'offrent aux collectivités aux prises avec une infestation. Les autres projets font présentement l'objet d'une étude.

Par le truchement de l'IDEC-PDPP, DEO a accordé 50 000 $ au Northern Development Initiative Trust (NDIT) afin qu'il entreprenne une **étude sur les perspectives économiques du corridor commercial et manufacturier du Nord-Ouest**. Cette étude a pour but de déterminer les avantages concurrentiels de ce corridor dans un contexte international et d'attirer les investissements dans le secteur manufacturier de la région et dans d'autres domaines connexes. Les gouvernements de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, le CN, les autorités du port de Prince Rupert et de l'aéroport de Prince George, Alcan, Maher Terminals, West Fraser Timber, Canfor, Initiatives Prince George et la Edmonton Economic Development Commission ont également accordé leur soutien au projet.

2.2 Activité de programme : Infrastructure

Résultat attendu : L'amélioration et l'expansion des infrastructures publiques durables qui rehaussent la qualité de l'environnement et permettent une croissance économique à long terme.

Cette activité de programme vise le financement de projets d'infrastructure publique dans l'Ouest du pays, de façon à concrétiser l'engagement du gouvernement du Canada à l'égard de la croissance économique et de la qualité de la vie de tous les Canadiens et Canadiennes. Elle aide à renouveler et à construire les infrastructures dans les collectivités rurales et urbaines à l'échelle du Canada pour que ces dernières soient concurrentielles au sein des économies régionale, nationale et mondiale. DEO se charge de la prestation des programmes d'infrastructure en partenariat avec Infrastructure Canada et les gouvernements des quatre provinces de l'Ouest canadien.

Le Cadre de gestion du rendement dont s'est doté DEO rend compte de l'incidence de l'infrastructure au niveau des activités de programme sous l'angle de la valeur des projets fédéraux d'infrastructure financés et du montant des investissements recueillis par effet de levier.

En 2007-2008, ces deux montants étaient de 0 $, étant donné que le programme Infrastructures Canada (PIC) tire à sa fin. Au cours des prochaines années, DEO continuera de rendre compte des avantages tirés par les collectivités grâce aux investissements effectués dans les infrastructures (au niveau des sous-activités).

Ressources financières[15] (en milliers de dollars)

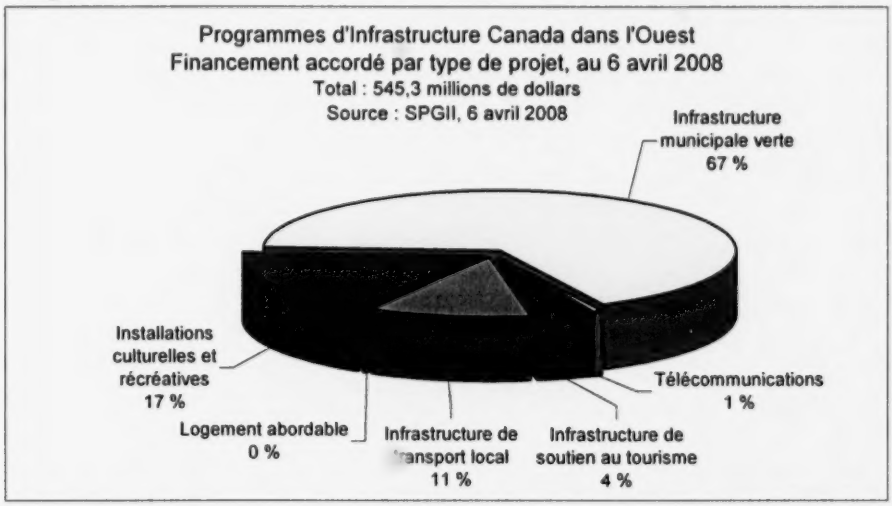
Dépenses prévues	Autorisations	Dépenses réelles
29 946	52 747	36 505

Ressources humaines (ETP)

Prévues	Réelles	Différence
16	16	0

Résultats groupés

En 2007-2008, DEO a continué de gérer le PIC dans les provinces de l'Ouest. Au 31 mars 2008, environ 98 p. 100 des fonds fédéraux de 546 millions de dollars avaient été accordés à 1622 projets d'infrastructure dans l'Ouest du pays. Bien que le processus d'approbation des projets ait pris fin en juin 2005, le programme a été prolongé jusqu'au 31 mars 2011 pour permettre l'achèvement de tous les projets et l'établissement de rapports sur les résultats obtenus. Comme on peut le voir dans le graphique qui suit, les projets financés se divisaient en six grandes catégories.



Parmi les résultats obtenus grâce à la réalisation des projets liés au PIC depuis l'entrée en vigueur de ce programme, mentionnons l'amélioration de la qualité de l'eau potable de 587 275 ménages; l'amélioration du traitement des eaux résiduaires de 198 806 ménages; l'amélioration de 277 routes ou infrastructures de transport local; la construction d'établissements culturels,

[15] Les dépenses prévues et réelles ne comprennent pas les subventions et contributions administrées par DEO au nom d'Infrastructure Canada (le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale et le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique) parce que ces dépenses (environ 216,6 M$ en dépenses réelles) sont incluses dans les rapports d'Infrastructure Canada.

récréatifs ou touristiques dans 290 collectivités[16]. (Voir le tableau 14 à la section III pour plus de détails.)

DEO administre également le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR) dans chacune des provinces de l'Ouest au nom d'Infrastructure Canada, de même qu'un certain nombre de projets du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (FCIS) dans l'Ouest du Canada. Les subventions et contributions versées au FIMR et au FCIS (216,6 millions de dollars en dépenses réelles en 2007-2008) sont tirées des crédits d'Infrastructure Canada. Pour plus de détails sur les résultats de ces programmes, veuillez consulter le Rapport ministériel sur le rendement de ce ministère.

Résultats précis à l'appui des priorités ministérielles

L'activité de programme Infrastructure a contribué aux priorités ministérielles suivantes :

Rehausser les **liens entre les investissements stratégiques dans l'infrastructure et les initiatives de développement économique.**

La prestation des programmes d'infrastructure est un rôle important que joue DEO pour appuyer la croissance économique de l'Ouest canadien. Il existe nombre de liens directs et indirects entre les investissements stratégiques dans l'infrastructure et les initiatives de développement économique. Voici quelques-uns des projets liés au PIC qui ont été réalisés en 2007-2008.

Investissements stratégiques dans l'infrastructure

En **Colombie-Britannique**, DEO a alloué 1,078 million de dollars à l'accroissement de la capacité de gestion des eaux résiduaires du district de Port Hardy dans le cadre de projets visant la **modernisation de la station d'épuration de Tsulquate et le prolongement du déversoir de cette installation**. Ces projets ont permis d'augmenter la capacité de traitement de la station d'épuration et d'améliorer la qualité de l'eau, ce qui favorisera la croissance future de la collectivité, notamment la restauration des zones de culture de mollusques et de crustacés qui s'y trouvent.

En **Alberta**, DEO a alloué 7 millions de dollars à la construction d'un hall d'exposition d'une superficie de 26 900 pieds carrés et au réaménagement d'un espace d'exposition d'une superficie de 28 400 pieds carrés au **Centre de congrès Shaw à Edmonton**. Ce projet, approuvé en mars 2003 et terminé en 2007, a directement créé 300 emplois permanents. Il a en outre donné lieu à une augmentation estimative de 10,73 millions de dollars de la valeur de l'activité économique et des dépenses en immobilisations du secteur privé dans la communauté[17].

En **Saskatchewan**, DEO a alloué 604 526 $ à la recherche d'une nouvelle source d'eau, à la construction d'un pipeline et à la modernisation du **système d'approvisionnement en eau de la municipalité de Maidstone**. Grâce à la réalisation de ce projet, Maidstone a pu aménager de nouveaux secteurs résidentiels pour que les travailleurs de l'industrie pétrolière puissent habiter près de leur lieu de travail.

[16] Projets dont les résultats ont fait l'objet de rapports entre octobre 2000 et le 31 mars 2008.
[17] Les données sur les dépenses en immobilisations du secteur privé sont tirées d'une étude de Pricewaterhouse Coopers publiée en janvier 1999 et portent sur la période 1998-2004.

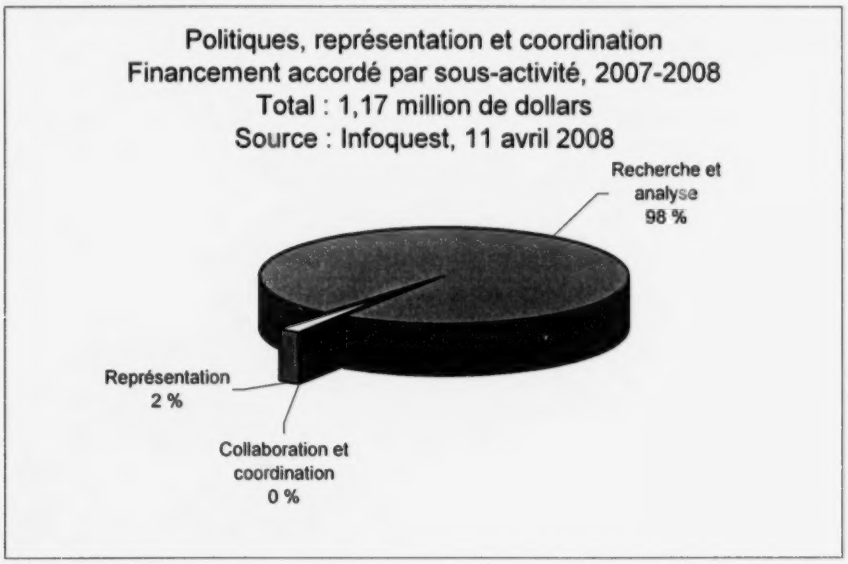
Au **Manitoba**, pratiquement tous les projets liés au PIC ont pris fin avant l'exercice 2007-2008.

3. Résultat stratégique : Des politiques et des programmes qui soutiennent le développement de l'Ouest canadien (Politique, représentation et coordination)

Les indicateurs de rendement présentés ci-dessous font partie du Cadre de gestion du rendement de DEO et les résultats indiqués serviront au Ministère de données de référence pour le calcul des contributions futures liées aux politiques, à la représentation et à la coordination.

Indicateur de rendement	Source des données	Résultats	Année
Valeur du financement fourni par DEO et des autres investissements recueillis par effet de levier	Base de données de DEO	489,991 $	2007-2008
Pourcentage des projets terminés dans le cadre desquels on a atteint ou surpassé les cibles visées	Base de données de DEO	86,4 %	2005-2008

En 2007-2008, DEO a alloué 1,17 million de dollars au financement de sept projets à l'appui des politiques, de la représentation et de la coordination. Comme on peut le voir dans le graphique qui suit, les projets financés se divisaient en trois grandes catégories.



Les répercussions de tous les projets qui font état de résultats sous le résultat stratégique Politique, Représentation et Coordination à compter du 1er avril 2005 sont présentées dans le tableau 14 à la Section III.

Résultats des évaluations, des vérifications et des études d'impact

D'après les résultats de **l'évaluation du PDEO**, les projets de recherche économique entrepris dans le cadre du PDEO ont abouti à une meilleure compréhension des activités de l'Ouest et à un plus grand intérêt pour ces dernières. Certains des résultats ont été utilisés dans des décisions stratégiques, tel qu'il a été mentionné dans l'exercice portant sur la vision d'avenir du Ministère.

Des personnes faisant parti d'études de cas ont indiqué que les activités du PDEO engendraient un plus grand intérêt pour les activités de l'Ouest ainsi que des discussions sur ce sujet.

Les conclusions de l'examen des dossiers et des études de cas ont corroboré les points de vue des informateurs clés, à savoir que le PDEO a abouti à une meilleure coordination des activités économiques du gouvernement fédéral. D'après des informateurs clés, la meilleure compréhension des activités de l'Ouest et l'intérêt accru pour ces dernières sont attribuables aux travaux du PDEO, dont l'établissement de relations, la représentation et le renforcement des capacités. Ainsi, la plupart des informateurs clés estiment que le PDEO a joué un rôle important dans l'accentuation du dialogue parmi les ministères fédéraux, entre les gouvernements fédéral et provinciaux et entre le gouvernement fédéral et les collectivités locales.

3.1 Activité de programme : Collaboration et coordination

Résultat attendu : Une meilleure coordination des activités et des programmes de développement économique dans l'Ouest.

Cette activité de programme vise le regroupement de personnes, d'idées, de collectivités et de ressources dans le but de planifier ou d'entreprendre des initiatives qui favorisent le développement ou la diversification de l'économie de l'Ouest canadien. Elle peut donner lieu à l'élaboration de politiques ou de programmes destinés à tirer parti des ressources, à remédier aux problèmes économiques et à exploiter les possibilités de croissance.

Les indicateurs de rendement présentés ci-dessous font partie du Cadre de gestion du rendement de DEO et serviront au Ministère de données de référence pour la mesure du rendement dans les domaines de la collaboration et de la coordination en 2007-2008.

Indicateur de rendement	Source des données	Données de référence	Date
Valeur du financement de projet recueilli par effet de levier au cours de l'exercice, pour l'ensemble des programmes de DEO (financement recueilli par effet de levier pour chaque dollar investi par DEO)	Base de données de DEO	1,53 $	2007-2008
Valeur du financement de projet fourni dans le cadre d'ententes interministérielles auxquelles DEO est partie[18]	Base de données de DEO	30,922 M$	2007-2008

Ressources financières (en milliers de dollars)

Dépenses prévues	Autorisations	Dépenses réelles
5 885	6 082	4 475

Ressources humaines (ETP)

Prévues	Réelles	Différence
40	37	3

Résultats précis à l'appui des priorités ministérielles

L'activité de programme Collaboration et coordination a contribué à l'ensemble des priorités ministérielles.

Retombées

[18] Tient compte des dépenses de subventions et de contributions réalisées en vertu de l'EPDEO et de divers ADU.

Les bureaux régionaux de DEO au Manitoba et en Colombie-Britannique coordonnent les **interventions fédérales en cas d'inondation**. Chaque printemps, au Manitoba, DEO et Sécurité publique Canada président un groupe de travail interministériel composé de représentants des ministères affectés en cas d'inondation. Le groupe de travail évalue les risques, procède à des analyses préventives, élabore des stratégies et informe les ministres de ses conclusions pour assurer la coordination des interventions fédérales en cas d'inondation. En Colombie-Britannique, les interventions et le suivi en cas d'inondation concernaient l'existence épisodique d'un ensemble de facteurs indiquant un risque d'inondation.

En avril 2008, DEO a coordonné un **Forum des ministres** auquel ont participé les ministres responsables des sciences et des technologies et du développement économique de l'Ouest, de DEO et de sept gouvernements provinciaux. Au cours des neuf dernières années, DEO avait organisé des réunions des sous-ministres et des sous-ministres adjoints de ces ministères, mais c'était la première fois que les ministres de ces deux ordres de gouvernement avaient l'occasion de se réunir pour discuter des défis et des possibilités de collaboration dans les domaines des sciences et des technologies, de la productivité et de la compétitivité et des portails et corridors commerciaux.

En janvier 2008, DEO a planifié, coordonné et mené la **tournée** de la Pacific Northwest Economic Region (PNWER) à Ottawa. Les membres de la délégation ont rencontré le premier ministre, sept ministres fédéraux clés, l'ambassadeur des États-Unis au Canada, le chef de cabinet du premier ministre et d'autres hauts fonctionnaires pour demander le soutien du gouvernement fédéral en ce qui concerne les priorités de la PNWER et de l'Ouest canadien au chapitre de l'économie, notamment en ce qui a trait aux questions frontalières liées à une meilleure collaboration entre les régions et sur l'économie, à l'énergie, aux Jeux Olympiques de 2010 et aux liens économiques avec l'Asie-Pacifique.

Le Ministère a joué un rôle clé dans l'organisation d'un atelier sur l'eau, *Navigating the Rapids*, par l'intermédiaire du **Conseil fédéral de l'Alberta** (CFA). Cet atelier a également insufflé un nouveau dynamisme au Prairie Water Group. DEO a aussi dirigé l'organisation de l'activité *oXYgen - Breathing New Life into the Federal Public Service*, à laquelle ont participé de jeunes et moins jeunes fonctionnaires de l'Alberta. Cette activité a permis à ces derniers de se constituer un réseau professionnel et a fourni au CFA et aux ministères qui le composent de la rétroaction et des recommandations à propos des initiatives d'embauche et de rétention des effectifs.

Résultats

En Saskatchewan, DEO a versé à la **Primrose Lake Economic Development Corporation** une subvention conditionnelle de 15 millions de dollars en vue de la création d'un fonds en fiducie pour le renforcement, la diversification et la pérennité de l'économie de la région de Primrose Lake, dans le nord-est de la province. Cette subvention a permis de recueillir par effet de levier des investissements de 4,5 millions de dollars du gouvernement provincial. DEO a joué un rôle important dans la coordination des relations entre les représentants des collectivités, le gouvernement de la Saskatchewan et les autres ministères fédéraux pour favoriser l'élaboration d'un modèle de prestation. Un des enseignements tirés de cet exercice est que les collectivités ne sont pas toujours aptes à concevoir et à mettre sur pied des initiatives de ce genre et qu'il peut être nécessaire d'investir beaucoup de temps et d'efforts pour les habiliter à y participer de façon efficace.

3.2 Activité de programme : Représentation

Résultat attendu : Une meilleure compréhension des problèmes de l'Ouest et une plus grande sensibilisation à ses enjeux pour les responsables des orientations stratégiques ainsi qu'un accès et une participation accrus aux programmes fédéraux pour les régions.

Cette activité de programme vise à faire valoir les intérêts de l'Ouest canadien lors de l'élaboration des politiques et des programmes économiques nationaux, de même que dans le développement et la mise en œuvre de projets. Pour ce faire, DEO peut fournir des conseils pour la rédaction de mémoires au Cabinet, organiser des séances de consultation dans l'Ouest canadien et y participer, plaider en faveur de la réalisation de projets ou de l'étude de questions d'intérêt régional, et favoriser la participation des parties intéressées de la région à l'établissement et à la promotion des priorités nationales. Dans le cadre de cette activité de programme, le Ministère peut également promouvoir les priorités du gouvernement fédéral dans ses relations avec les gouvernements provinciaux, l'industrie et les institutions de l'Ouest du Canada.

À partir de 2008-2009, DEO sondera l'opinion de ses sources de renseignements clés pour déterminer la mesure dans laquelle il obtient les résultats attendus dans le domaine de la représentation. Les résultats de ces sondages seront décrits dans le RMR de 2008-2009.

Ressources financières (en milliers de dollars)

Dépenses prévues	Autorisations	Dépenses réelles
2 660	2 862	3 223[19]

Ressources humaines (ETP)

Prévues	Réelles	Différence
20	27	-7

Résultats précis à l'appui des priorités ministérielles

L'activité de programme Représentation a contribué à l'ensemble des priorités ministérielles.

En 2007-2008, les priorités de DEO en matière de représentation étaient de faire valoir les intérêts de l'Ouest canadien dans les domaines suivants :

- les activités de commerce et d'investissement liées à la Stratégie commerciale mondiale du gouvernement du Canada;
- la recherche-développement et la commercialisation des technologies;
- le commerce avec l'Asie-Pacifique et les occasions d'affaires sur ce marché.

En 2007-2008, DEO a mis à jour sa stratégie de représentation, dans laquelle il décrit clairement ses rôles et responsabilités en matière de représentation, ses messages de défenses des intérêts de l'Ouest canadien, son public cible et ses priorités. C'est sur cette mise à jour que repose la nouvelle approche du Ministère en matière de représentation, dans le cadre de laquelle les sous-ministres adjoints se font les défenseurs d'un nombre limité de priorités clés à chaque

[19] La différence négative de 361 000 $ entre les autorisations et les dépenses réelles est effacée par le surplus de la l'activité de programme Recherche et analyse.

exercice financier. (En 2008-2009, ses priorités sont l'Initiative de la porte et du corridor de l'Asie-Pacifique, les sciences et les technologies, les ports et corridors intérieurs, les marchés publics et les retombées industrielles et régionales, de même que les zones de commerce international.)

Commerce et investissement

Débouchés commerciaux dans les marchés publics de la Défense - Grâce à ses efforts de représentation déployés dans le cadre de la Politique des retombées industrielles et régionales et de la Stratégie de défense *Le Canada d'abord* du gouvernement fédéral, DEO a contribué à mieux faire connaître les entreprises et capacités de l'Ouest canadien auprès d'importants entrepreneurs mondiaux et de leurs fournisseurs. Afin de développer ces relations essentielles, DEO a conduit une délégation de représentants de 17 entreprises de l'aérospatiale et de la défense de l'Ouest canadien dans le cadre de missions de promotion de fournisseurs chez Boeing, à St. Louis, dans le Missouri, et chez Lockheed Martin, à Marietta, en Géorgie. DEO a aussi organisé la visite d'entreprises des domaines de la construction navale, de la défense et de la sécurité de l'Ouest canadien à l'intention de plusieurs autres entrepreneurs importants.

DEO a aussi joué un rôle important en présentant des entreprises de l'Ouest canadien au Comparative Testing Office (CTO) du ministère américain de la Défense, qui était en quête de moyens techniques novateurs et améliorés. En collaboration avec le ministère de la Défense nationale, DEO a dirigé la visite d'entreprises de l'Ouest canadien, à Calgary, en Alberta, et à Vancouver, en Colombie-Britannique, à l'intention de fonctionnaires du ministère américain de la Défense.

DEO a encouragé avec succès quatre associations provinciales de l'industrie aérospatiale à signer un protocole d'entente afin de constituer la Western Aerospace Alliance (WAA). Dans le cadre de cette nouvelle structure, les membres de la WAA uniront leurs efforts en vue de stimuler la croissance et la diversification de l'industrie, notamment en rendant les entreprises de l'Ouest plus compétitives par l'intermédiaire du transfert de technologies et de connaissances parmi les intervenants du secteur privé.

Commerce entre le Canada et les États-Unis – Grâce aux efforts de représentation déployés par DEO dans le but de favoriser le commerce entre le Manitoba et les États avoisinants du Minnesota, du Wisconsin, du Dakota du Nord et du Dakota du Sud, on procède actuellement à un projet d'étude et de renforcement des liens qui unissent les membres de cette région économique binationale. À l'occasion du sommet économique canado-américain qui devrait avoir lieu en octobre 2008, les participants discuteront des trois principaux domaines de coopération entre ces deux pays, soit les liens entre les entreprises et entre les industries, la recherche universitaire, et les transferts de technologies et la commercialisation.

Recherche-développement et commercialisation des technologies

Centre canadien de rayonnement synchrotron Inc. – Le Centre canadien de rayonnement synchrotron (CCRS) est l'un des plus grands projets scientifiques du Canada et l'un des synchrotrons les plus perfectionnés dans le monde. Il est en voie de devenir l'un des principaux partenaires du Canada en ce qui concerne la création de retombées économiques et sociales grâce à ses découvertes scientifiques dans des domaines tels que la nanotechnologie, les matériaux de pointe, l'environnement et les sciences médicales. La recherche de financement de fonctionnement pour un centre de recherche de cette envergure représente un défi de taille. Grâce

aux efforts de représentation déployés par le CCRS, DEO et d'autres organismes, un financement de fonctionnement additionnel de 10 millions de dollars pour les deux prochaines années a été alloué au CCRS dans le budget de 2008.

Commerce et débouchés en Asie-Pacifique

Corridor du milieu du continent – DEO et le gouvernement du Manitoba appuient la réalisation d'une évaluation des retombées économiques du réseau de transport, des systèmes logistiques et des infrastructures qui relient la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique et les corridors commerciaux de l'Ouest du pays à Winnipeg et, par la suite, au corridor du milieu du continent. Une fois cette évaluation complétée, un plan d'action stratégique sera élaboré pour orienter le développement de la porte d'entrée internationale du Manitoba.

Port Alberta – DEO, les aéroports d'Edmonton, l'Edmonton Economic Development Corporation, l'Edmonton Chamber of Commerce, le gouvernement de l'Alberta et la ville d'Edmonton étudient conjointement les débouchés potentiels créés par l'Initiative de la porte et du corridor de l'Asie-Pacifique, y compris la transformation de Port Alberta en important centre nord-américain d'entreposage, de distribution, de fabrication et de transport multimodal. DEO contribue 1,5 M$ pour l'élaboration d'un plan stratégique pour Port Alberta et 760 000 $ pour la recherche et la conception de deux composantes clés, soit un centre de soutien logistique et SmartPort, une plateforme pour la technologie de l'information .

Autres

Développement économique des collectivités forestières – Grâce à ses efforts de représentation, DEO peut contribuer à ce que le gouvernement fédéral adopte des mesures pour aider les industries régionales et les collectivités aux prises avec des difficultés économiques. Par exemple, en janvier 2007, le gouvernement du Canada a alloué 33 millions de dollars au financement d'une **Initiative de diversification économique des collectivités** (IDEC) dans le cadre du Programme fédéral sur le dendroctone du pin ponderosa (qui bénéficie d'un financement de 200 millions de dollars). Pour concevoir l'IDEC, DEO s'est inspiré en partie des efforts qu'il avait déployés pour faire approuver et pour mettre en œuvre dans l'Ouest du pays l'Initiative nationale d'adaptation économique, industrielle et communautaire pour le secteur du bois d'œuvre résineux (INAEICB), qui a été en vigueur d'octobre 2002 à mars 2005. DEO administre l'IDEC et a reçu plus de 500 déclarations d'intérêt de la part d'organismes communautaires ayant des suggestions sur la façon de diversifier l'assise économique de leur collectivité. Les projets les plus prometteurs feront l'objet de propositions de financement détaillées. Dans le cadre du Programme fédéral sur le dendroctone du pin ponderosa, le gouvernement du Canada a également alloué 19,4 millions de dollars au financement d'une **initiative d'amélioration des aéroports** des collectivités touchées par l'infestation de dendroctones du pin ponderosa.

Au cours du dernier exercice, DEO a plaidé en faveur de la création d'initiatives de développement économique pour aider les collectivités forestières de l'Ouest canadien à transformer leur assise économique. Le gouvernement fédéral a mis sur pied la **Fiducie nationale pour le développement communautaire**, qui pourra allouer jusqu'à 1 milliard de dollars au financement d'initiatives provinciales et territoriales d'aide aux travailleurs et aux collectivités. Le gouvernement de la Colombie-Britannique utilise les fonds qui lui reviennent (129 millions de dollars) pour venir en aide aux collectivités forestières.

3.3 Activité de programme : Recherche et analyse

Résultat attendu : Une amélioration des échanges sur les dossiers du jour, les défis, les possibilités et les priorités de l'Ouest et une meilleure compréhension de ces questions.

Cette activité de programme vise la réalisation de projets internes de recherche et d'analyse ou de projets externes de recherche donnant lieu à la production de survols économiques, de survols environnementaux, d'analyses de documents du gouvernement fédéral ou d'autres gouvernements, ainsi que d'analyses de secteurs ou d'enjeux qui soutiennent l'élaboration des politiques, des plans ou des programmes ministériels. Elle vise également la réalisation de consultations externes sur des questions économiques ou des enjeux clés pour l'Ouest canadien auprès de représentants clés des secteurs public et privé.

Les indicateurs de rendement présentés ci-dessous font partie du Cadre de gestion du rendement de DEO et les données de référence indiquées serviront au Ministère de référence pour la mesure du rendement dans les domaines de la recherche et de l'analyse en 2007-2008.

Indicateur de rendement	Source des données	Données de référence	Date
Nombre de références aux projets de recherche et d'analyse économiques de DEO dans les médias ou par des porte-parole	Base de données de DEO	5	2007-2008
Nombre de documents publiés dans le cadre de projets de recherche économique ou stratégique financés par DEO	Base de données de DEO	7	2007-2008

Ressources financières (en milliers de dollars)

Dépenses prévues	Autorisations	Dépenses réelles
4 157	4 109	2 752

Ressources humaines (ETP)

Prévues	Réelles	Différence
28	21	7

Résultats précis à l'appui des priorités ministérielles

L'activité de programme Recherche et analyse a contribué à l'ensemble des priorités ministérielles.

Retombées

Voici quelques exemples de projets qui ont été entrepris en 2007-2008.

DEO a contribué pour 750 000 $ au financement du projet de trois ans Viser l'or entrepris en collaboration avec la Canada West Foundation. À l'aide d'une série de rapports de recherche préparés par des théoriciens éminents en économie, de tables rondes provinciales de recherche et d'enquêtes auprès du public et de spécialistes, les participants à ce projet examineront la situation économique de l'Ouest canadien et formuleront des recommandations en vue d'assurer la réussite à long terme de cette région au sein de l'économie mondiale. Le projet sera clôturé par la tenue, à l'automne 2009, d'une conférence majeure à l'occasion de laquelle les plus grands spécialistes mondiaux se réuniront à Vancouver pour discuter des pratiques exemplaires dans le domaine des politiques de développement économique des pays industrialisés.

Recherche sur les compétences et le travail de la **Canada West Foundation** (CWF) – Le comité de l'analyse stratégique et des politiques du Conseil fédéral du Pacifique (CFP) a financé, conjointement avec le Conseil fédéral de l'Alberta (CFA), une étude de la situation des marchés du travail de l'Alberta et de la Colombie-Britannique et de son incidence sur les activités de renouvellement de la fonction publique entreprises par le gouvernement du Canada. M^{me} Roslyn Kunin de la CWF a été chargée du projet. En avril 2008, elle a présenté au CFP les résultats de l'étude et neuf recommandations. Elle fera de même avec le CFA à une date ultérieure.

En collaboration avec le Western Centre for Economic Research de l'Université de l'Alberta, DEO a embauché deux étudiants dans le cadre d'un projet pilote du **Trade Policy Fellowship**. Il visait ainsi deux objectifs, soit effectuer de la recherche sur le commerce et l'investissement et favoriser le renouvellement de la fonction publique en se faisant connaître des étudiants universitaires pour les inciter à faire carrière au sein du Ministère.

Résultats

Voici quelques-uns des projets de recherche financés par DEO qui ont fourni des indications intéressantes sur la situation de l'Ouest canadien.

Établir la bioéconomie de la Saskatchewan : une stratégie en matière de sciences de la vie – En 2006-2007, DEO, la Saskatoon Regional Economic Development Authority (SREDA), le ministère de l'Industrie et des Ressources de la Saskatchewan, le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de la Saskatchewan et Industrie Canada ont financé conjointement un projet intitulé **Building Saskatchewan's Bio-economy: A Life Sciences Strategy**. Ce projet visait l'élaboration d'un plan d'action stratégique pour accélérer la croissance de l'industrie des sciences de la vie de la Saskatchewan, attirer des entreprises dans la province et accroître l'avantage comparatif dont elle bénéficie dans les sciences de la vie. La publication du rapport a fait les manchettes. Le promoteur a reçu des fonds supplémentaires pour mettre en œuvre certaines des recommandations qui y étaient formulées et attribue des résultats (nouveaux investissements réalisés en Saskatchewan par trois entreprises) à sa publication. L'étude a clairement démontré qu'en collaborant avec les autres ministères fédéraux, DEO pouvait éviter le double emploi et le chevauchement des activités et réduire les obligations redditionnelles de son client.

L'état de l'Ouest en 2008 est le rapport final de NEXT West, un projet d'une durée de trois ans entrepris par la Canada West Foundation grâce au financement fourni par DEO, qui incitait les Canadiens de l'Ouest de tous les horizons à élaborer puis à discuter des politiques d'intérêt public les plus susceptibles de promouvoir la prospérité économique et le qualité de vie de la région, à long terme. Il traite de deux sujets, soit la mesure dans laquelle les quatre provinces de l'Ouest diffèrent, et la mesure dans laquelle elles suivent les mêmes tendances et ont des caractéristiques en commun. Le rapport présente de nombreuses données sur l'évolution de 14 indicateurs économiques et démographiques clés. Les conclusions brossent un portait détaillé de chacune des provinces, de la région dans son ensemble, de sa transformation au fil des ans et de la façon dont elle se compare aux autres régions du Canada. La publication du rapport a fait les manchettes : le lendemain de sa parution, le rapport a fait l'objet de 23 articles ou reportages, et ses résultats continuent d'être donnés en référence dans des publications telles que le *Canadian Mining Journal* et par des organismes comme *Canada Watch* (réseau virtuel de Canadiens et de canadophiles établis aux États-Unis).

Stratégie de développement de la ville de Brandon – En 2001-2002, DEO a alloué 119 970 $ au financement d'Economic Development Brandon, qui a chargé Corporate Affairs International de préparer un plan destiné à donner à la grande région de Brandon une vision claire de son avenir et à la doter d'une stratégie pour orienter ses activités des vingt prochaines années, et de préparer aussi un plan quinquennal qui, mis en œuvre efficacement, permettra à la région de conserver ses valeurs communautaires clés et d'assurer sa croissance socioéconomique. Grâce à cette initiative, la ville de Brandon connaît une forte croissance économique depuis six ou sept ans.

Section III – Renseignements supplémentaires

Liens du Ministère avec les secteurs de résultats du gouvernement du Canada

(en milliers de dollars)	Dépenses réelles de 2007-2008			Harmonisation avec le secteur de résultats du gouvernement du Canada
	Budgétaires	Non budgétaires	Total	
Résultat stratégique : Des politiques et des programmes qui soutiennent le développement de l'Ouest canadien (Politiques, représentation et coordination)				
Collaboration et coordination	4 475	-	4 475	Croissance économique durable
Représentation	3 223	-	3 223	Croissance économique durable
Recherche et analyse	2 752		2 752	Croissance économique durable
Résultat stratégique : Des collectivités économiquement viables et jouissant d'une qualité de vie élevée dans l'Ouest canadien (Développement économique des collectivités)				
Planification, développement et adaptation économique des collectivités	74 153	-	74 153	Croissance économique durable
Infrastructure	36 505	-	36 505	Croissance économique durable
Résultat stratégique : Un secteur des affaires compétitif et élargi et un réseau de l'innovation renforcé dans l'Ouest canadien (Entrepreneuriat et innovation)				
Développement des entreprises et entreprenariat	55 987	-	55 987	Croissance économique durable
Innovation	70 065	-	70 065	Économie axée sur l'innovation et le savoir
Total	**247 160**	**-**	**247 160**	

Les activités de programme Collaboration et coordination, Représentation, Recherche et analyse, Planification, développement et adaptation économique des collectivités, Infrastructure et Développement des entreprises et entrepreneuriat contribuent à la réalisation du secteur de résultats du gouvernement du Canada « Une croissance économique durable ».

L'activité de programme Innovation contribue à la réalisation du secteur de résultats du gouvernement du Canada « Une économie axée sur l'innovation et le savoir ».

Tableau 1 : Comparaison des dépenses prévues et des dépenses réelles (ETP compris)

(en milliers de dollars)	Dépenses réelles 2005-2006	Dépenses réelles 2006-2007	2007-2008			
			Budget principal des dépenses	Dépenses prévues	Autorisations totales[20]	Dépenses réelles[21]
Collaboration et coordination	4 805	4 645	5 885	5 885	6 082	4 475
Recherche et analyse	2 912	2 758	4 157	4 157	4 109	2 752
Représentation	3 414	3 272	2 660	2 660	2 862	3 223
Planification, développement et adaptation économique des collectivités	54 655	108 407	101 452	103 952	122 719	74 153
Infrastructure	143 453	86 417	29 946	29 946	52 747	36 505
Développement des entreprises et entreprenariat	55 018	75 181	53 777	57 786	55 684	55 987
Innovation	42 392	58 329	55 333	64 696	82 520	70 065
Total	**306 649**	**339 009**	**253 210**	**269 082**	**326 723**	**247 160**
Moins : Revenus non disponibles	8 641	7 143	-	2 200	-	8 811
Plus : Coûts des services reçus sans frais	4 479	4 699	-	4 161	-	4 586
Total des dépenses du Ministère	**302 487**	**336 565**	**253 210**	**271 043**	**326 723**	**242 935**
Équivalents plein temps	**379**	**392**	**384**	**384**	**393**	**395**

[20] Les autorisations totales sont plus élevées que les dépenses prévues, car une somme de 65,5 M$ a été reçue par l'intermédiaire du Budget supplémentaire des dépenses. La somme a été répartie comme suit : subvention de 16,5 M$ à l'initiative d'atténuation structurelle des risques d'inondation en C.-B., contribution de 16,6 M$ accordée au programme Infrastructures Canada, 15,2 M$ alloués aux programmes de lutte contre le dendroctone du pin ponderosa, contribution de 12 M$ versée au laboratoire de confinement de niveau 3 du Centre international de recherche sur les vaccins (InterVac) et montant de 5,2 M$ utilisé à diverses autres fins.

[21] Les dépenses réelles sont moins élevées que les autorisations totales, principalement en raison du transfert d'engagements contractuels dans le cadre du programme Infrastructures Canada, des programmes de lutte contre le dendroctone du pin ponderosa, des célébrations des centenaires de l'Alberta et de la Saskatchewan et du laboratoire de confinement de niveau 3 d'InterVac à Saskatoon.

Tableau 2 : Crédits votés et législatifs

Poste voté ou législatif	Libellé tronqué pour le poste voté ou législatif	2007-2008			
		Budget principal des dépenses	Dépenses prévues	Autorisations totales	Dépenses réelles
1	Dépenses de fonctionnement	42 527	46 569	50 707	45 018
5	Subventions et contributions	205 495	217 325	270 983	197 120
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 188	5 188	5 017	5 016
(L)	Frais de service d'agences de recouvrement + produit de l'aliénation de biens excédentaires de l'État	-	-	16	6
	Total	**253 210**	**269 082**	**326 723**	**247 160**

Tableau 3 : Sources des revenus disponibles et des revenus non disponibles

Pour obtenir d'autres renseignements sur les sources des revenus disponibles et des revenus non disponibles du Ministère, veuillez visiter le site Web suivant : http://www.tbs-sct.gc.ca/dpr-rmr/2007-2008/index-fra.asp.

Tableau 4A : Loi sur les frais d'utilisation

Pour obtenir d'autres renseignements sur les frais d'utilisation du Ministère, veuillez visiter le site Web suivant : http://www.tbs-sct.gc.ca/dpr-rmr/2007-2008/index-fra.asp.

Tableau 4B : Politique sur les normes de service pour les frais d'utilisation

Pour obtenir d'autres renseignements sur les normes de service pour les frais d'utilisation du Ministère, veuillez visiter le site Web suivant : http://www.tbs-sct.gc.ca/dpr-rmr/2007-2008/index-fra.asp.

Tableau 5 : Renseignements sur les programmes de paiements de transfert

Au cours de l'exercice 2007-2008, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada a géré les programmes de paiements de transfert suivants, qui affichent des transferts de plus de 5 millions de dollars :

1. Programme de diversification de l'économie de l'Ouest
2. Programme de développement des collectivités
3. Programme Infrastructures Canada

Des renseignements supplémentaires sur ces projets se trouvent à l'adresse suivante : http://www.tbs-sct.gc.ca/dpr-rmr/2007-2008/index-fra.asp.

Tableau 6 : Fondations (subventions conditionnelles)

Au cours de l'exercice 2007-2008, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada a administré ces ententes de subventions conditionnelles d'une valeur supérieure à 5 millions de dollars :

1. Les Amis du Musée canadien des droits de la personne inc. (27 M$)
2. Primrose Lake Economic Development Corporation (15 M$);
3. Administration portuaire de Prince-Rupert (30 M$)
4. Initiative d'atténuation structurelle des risques d'inondation en C.-B. (16,5 M$)

Des renseignements supplémentaires sur ces fondations (subventions conditionnelles) se trouvent à l'adresse suivante : http://www.tbs-sct.gc.ca/dpr-rmr/2007-2008/index-fra.asp.

Tableau 7 : Initiatives horizontales

Au cours de l'exercice 2007-2008, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada a participé, à titre de responsable ou de partenaire, aux initiatives horizontales suivantes :

1. Ententes de partenariat pour le développement économique de l'Ouest (ministère responsable)
2. Programme Infrastructures Canada (partenaire)
3. Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (partenaire)
4. Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (partenaire)

Des renseignements supplémentaires sur les initiatives horizontales se trouvent à l'adresse électronique suivante : http://www.tbs-sct.gc.ca/rma/eppi-ibdrp/hrdb-rhbd/profil_f.asp.

Tableau 8 : Stratégie de développement durable

Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la stratégie de développement durable du Ministère, veuillez consulter le site Web suivant : http://www.tbs-sct.gc.ca/dpr-rmr/2007-2008/index-fra.asp.

Tableau 9 : Réponse aux comités parlementaires et aux vérifications externes

Pour obtenir d'autres renseignements sur la réponse aux comités parlementaires et aux vérifications externes, veuillez visiter le site Web suivant : http://www.tbs-sct.gc.ca/dpr-rmr/2007-2008/index-fra.asp.

Tableau 10 : Vérifications internes et évaluations

Pour obtenir d'autres renseignements sur les vérifications internes et les évaluations, veuillez visiter le site Web suivant : http://www.tbs-sct.gc.ca/dpr-rmr/2007-2008/index-fra.asp.

Tableau 11 : Politiques concernant les voyages

Pour obtenir d'autres renseignements sur les politiques concernant les voyages du Ministère, veuillez visiter le site Web suivant : http://www.tbs-sct.gc.ca/dpr-rmr/2007-2008/index-fra.asp.

Tableau 12 : États financiers

Voir le tableau 12 à l'annexe I.

Tableau 13 : Subventions et contributions par sous-programme en 2007-2008

(en milliers de dollars))	Collaboration et coordination	Recherche et analyse	Représentation développement et adaptation économiques des collectivités	Infrastructure	Développement des entreprises et entrepreneuriat	Innovation	TOTAL
Programme de diversification de l'économie de l'Ouest							
Centenaires de l'Alberta et de la Saskatchewan	0	0	0	13,771	0	0	0	13,771
Programme d'aide aux entrepreneurs ayant une incapacité	0	0	0	0	0	1,381	0	1,381
Organisations francophones à vocation économique	0	0	0	1,187	0	1,096	0	2,283
Atténuation des risques d'inondation en Colombie-Britannique (SUBVENTION)	0	0	0	16,500	0	0	0	16,500
Administration portuaire du fleuve Fraser (SUBVENTION)	0	0	0	0	0	2,000	0	2,000
Dendroctones du pin ponderosa – initiative d'améliorations aéroportuaires	0	0	0	2,566	0	0	0	2,566
Dendroctones du pin poenderosa – initiative de diversification économique des collectivités	0	0	0	247	0	0	0	247
Stages	0	0	0	324	0	0	0	324
Projets pilotes	0	0	0	728	0	0	0	728
Parrainage de conférences	0	0	20	35	0	211	55	321
Entente Canada-Saskatchewan pour le développement du Nord	0	0	0	1,636	0	0	0	1,636
Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain	0	0	0	21	0	0	0	21
Initiative pour femmes entrepreneurs	0	0	0	0	0	3,630	0	3,630
Intervac/VIDO	0	0	0	0	0	0	3,931	3,931
Entente sur le développement urbain	0	0	0	2,952	0	0	7,388	10,340
Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	0	504	0	5,933	0	11,332	40,020	57,789
Ententes de partenariat pour le développement économique de l'Ouest	0	10	0	4,794	0	2,097	12,045	18,946
TOTAL – Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	**0**	**514**	**20**	**50,694**	**0**	**21,747**	**63,439**	**136,414**
TOTAL – Programme de prêts et d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1,731**	**0**	**1,731**
TOTAL – Programme de développement des collectivités	**0**	**0**	**0**	**13,881**	**0**	**14,429**	**0**	**28,310**
TOTAL – Programme Infrastructures Canada	**0**	**0**	**0**	**0**	**30,659**	**0**	**0**	**30,659**
TOTAL – Programme d'investissement dans l'innovation et les communautés	**0**	**0**	**0**	**6**	**0**	**0**	**0**	**6**
TOTAL DES SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS	**0**	**514**	**20**	**64,581**	**30,659**	**37,907**	**63,439**	**197,120**

Tableau 14 : Incidence cumulative des subventions et contributions par sous-activité (1er avril 2005-25 juin 2008)[22]

Le tableau qui suit donne un aperçu de l'incidence de l'ensemble des projets de **Développement des entreprises et entreprenariat** dont les résultats au niveau des sous-activités ont fait l'objet de rapports entre le 1er avril 2005 et le 25 juin 2008. Il s'agit de 50 projets (enregistrés dans le Portail de projets) dans le cadre desquels DEO a versé des contributions totalisant 5,01 millions de dollars.

Sous-activité	Objectif	Indicateur de rendement	Résultats rapportés
1.1.1 Amélioration de la productivité des entreprises	Renforcement de la compétitivité et de la productivité des PME	Satisfaction des clients	89,21 %
		Nombre d'emplois créés ou préservés	106,5
		Nombre d'entreprises ayant été créées ou préservées ou ayant pris de l'expansion	268
1.1.2 Développement du commerce et des marchés	Multiplication des alliances stratégiques et des partenariats fructueux	Nombre de nouvelles ententes de partenariat avec des associations sectorielles	14
		Entreprises participant à des initiatives de développement des exportations et des marchés	545
		Projets faisant la promotion de la participation à des grandes manifestations internationales	10
1.1.3 Collaboration de l'industrie	Accroissement de la participation sur les marchés internationaux	Nombre de partenariats et d'alliances stratégiques	37
		Satisfaction des participants	76,50 %
1.1.4 Investissements étrangers directs	Augmentation des investissements étrangers dans l'Ouest canadien	Valeurs des investissements directs facilités par DEO	1 000 000 $
		Nombre d'entreprises ayant été créées ou préservées ou ayant pris de l'expansion	5

Le tableau qui suit donne un aperçu de l'incidence de l'ensemble des projets d'**Innovation** dont les résultats au niveau des sous-activités ont fait l'objet de rapports entre le 1er avril 2005 et le 25 juin 2008. Il s'agit de 89 projets dans le cadre desquels DEO a versé des contributions totalisant 19,32 millions de dollars.

Sous-activité	Objectif	Indicateur de rendement	Résultats rapportés
1.2.1 Adoption et commercialisation de la technologie	Accroissement du nombre de technologies qui sont développées dans les établissements de recherche et qui offrent un potentiel d'exploitation commerciale	Nombre de brevets demandés/délivrés	20
		Nombre de démonstrations de technologies	85
		Nombre de technologies adoptées	4
		Nombre de prototypes développés	17
		Nombre de technologies commercialisées	21
		Capital risque investi	11 000 000 $
1.2.2 Liens technologiques	Multiplication des connexions et des synergies parmi les membres du système d'innovation	Nombre de partenariats et de réseaux constitués	66
		Nombre de personnes assistant aux conférences	4 045
		Nombre de membres	495
		Nombre de produits/procédés qui feront l'objet d'une R-D plus poussée	8
		Nombre de démonstrations de la viabilité d'une technologie	5
		Nombre de demandes ou d'émissions de brevets	4
		Nombre d'études	13
		Nombre de personnes bénéficiant de compétences accrues	203
		Nombre de personnes formées	482
1.2.6 Infrastructure du savoir	Accroissement des actifs corporels destinés à la R-D ou à la formation	Superficie (en m^2) des locaux alloués à la R-D ou à la formation	180
		Valeur de la R-D réalisée dans la nouvelle installation ou à l'aide du nouveau matériel financé dans le cadre du projet	1 500 000 $
		Nombre d'actifs corporels	10

[22] Les résultats indiqués n'incluent pas les avantages inattendus.

Le tableau qui suit donne un aperçu de l'incidence de l'ensemble des projets de **Planification, développement et adaptation économique des collectivités** dont les résultats au niveau des sous-activités ont fait l'objet de rapports entre le 1er avril 2005 et le 25 juin 2008 à l'exclusion du financement de base des membres du RSEOC. Il s'agit de 130 projets dans le cadre desquels DEO a versé des contributions totalisant 32,89 millions de dollars.

Sous-activité	Objectif	Indicateur de rendement	Résultats rapportés
2.1.1 Planification communautaire	Renforcement de la planification communautaire	Nombre d'activités de planification, de leadership et de spécialisation	101
		Nombre de cas où la participation communautaire a été facilitée	483
		Nombre de partenariats créés ou préservés	96
2.1.2 Développement communautaire	Viabilité et diversification accrues des économies locales	Nombre d'organismes communautaires bénéficiant de capacités accrues	934
		Nombre de services ou d'installations communautaires améliorés	132
		Nombre de collectivités profitant d'une stabilité accrue	29
		Nombre de personnes formées	2 724
		Nombre d'emplois créés ou préservés	24
		Nombre d'entreprises ayant été créées ou préservées ou ayant pris de l'expansion	44
2.1.3 Adaptation économique communautaire	Adaptation communautaire permettant d'atténuer les crises économiques	Nombre de partenariats publics-privés	1
		Nombre d'entreprises ayant été créées ou préservées ou ayant pris de l'expansion	138
		Nombre de participants formés	163

Le tableau qui suit donne un aperçu de l'incidence de l'ensemble des projets du **programme Infrastructures Canada** dont les résultats au niveau des sous-activités ont fait l'objet de rapports entre octobre 2000 (entrée en vigueur du programme) et le 31 mars 2008.

Sous-activité	Objectif	Indicateur de rendement	Résultats rapportés
2.2.1 Infrastructures vertes	Amélioration des infrastructures vertes	Augmentation du nombre de ménages qui bénéficient d'une amélioration de la qualité de l'eau	587 275
		Augmentation du nombre de ménages qui bénéficient d'un meilleur traitement des eaux résiduaires (comprend les nouveaux raccordements aux réseaux d'eaux résiduaires)	198 806
		Augmentation du volume (en tonnes métriques/année) des déchets solides soumis au recyclage et au compostage	4,1 millions
		Amélioration de l'efficience énergétique des bâtiments municipaux – diminution de leur consommation d'électricité (kWh/m^3)	4,3 millions
		Amélioration de l'efficience énergétique des bâtiments municipaux – diminution de leur consommation d'huile de chauffage (BTU/m^3)	1,879 million
2.2.2 Infrastructures de transport local	Amélioration des infrastructures de transport local	Nombre d'améliorations apportées à la voirie locale et aux infrastructures locales de transport	277
		Nombre de collectivités dotées de routes plus sécuritaires ou d'un réseau de transport en commun nouveau ou amélioré	288
2.2.3 Autres priorités liées à l'infrastructure	Amélioration des infrastructures (p. ex. installations de loisirs, de tourisme, de télécommunications dans les régions rurales)	Nombre de visites dans les établissements culturels et récréatifs	8 522 657
		Nombre de nouvelles infrastructures touristiques	32
		Nombre de collectivités disposant d'établissements culturels, récréatifs ou touristiques	290
		Augmentation du nombre de logements abordables	270
		Augmentation du nombre d'institutions publiques locales dotées d'un accès Internet à haute vitesse	168

Le tableau qui suit donne un aperçu de l'incidence de l'ensemble des projets du **Politique, Représentation et Coordination** dont les résultats au niveau des sous-activités ont fait l'objet

de rapports entre le 1er avril 2005 et le 25 juin 2008. Il s'agit de 9 projets et des dépenses de DEO totalisant 0,29 million de dollars.

Sous-activité	Objectif	Indicateur de rendement	Résultats rapportés
Collaboration et coordination	Amélioration de la coordination des activités et des programmes de développement économique dans l'Ouest.	Financement injecté dans la coordination des programmes	
		Accroissement de la couverture des groupes ou des régions ciblés par le programme	21
		Nombre de services conjoints offerts	1
Représentation	Compréhension et connaissance accrues des dossiers de l'Ouest, et amélioration de l'accès et de la participation de la région aux programmes fédéraux.	Nombre de priorités de l'Ouest dont on a tenu compte dans les politiques fédérales sur le commerce et l'investissement	6
Recherche et analyse	Échanges accrus sur les enjeux, les défis, les débouchés et les priorités de l'Ouest canadien, et meilleure compréhension de ces éléments.	Nombre d'éditoriaux basés sur de la recherche parrainée par DEO	4
		Nombre de décisions de politique ou de programme influencées par la recherche ministérielle	3
		Nombre de références par les porte-parole et les médias aux rapports	17

Tableau 15 : Architecture des activités de programme 2007-2008

VISION DE DEO – Renforcer l'Ouest pour édifier un Canada plus fort.
Mandat de DEO - promouvoir le développement et la diversification de l'économie de l'Ouest canadien, coordonner les activités économiques fédérales dans l'Ouest et faire valoir les intérêts de cette région dans le processus décisionnel national.

Résultats stratégiques	RS 1 – Politique, représentation et coordination	RS 2 – Développement économique des collectivités	RS 3 – Entrepreneuriat et innovation
	Des politiques et des programmes qui soutiennent le développement de l'Ouest canadien	Des collectivités économiquement viables jouissant d'une qualité de vie élevée dans l'Ouest canadien	Un secteur des entreprises compétitif et diversifié et un système d'innovations renforcé dans l'Ouest canadien

Activités de programme	1.1 - Collaboration et coordination	2.1 - Planification, développement et adaptation de l'économie des collectivités	3.1 Développement des entreprises et entrepreneuriat
	1.2 – Représentation	2.2 - Infrastructure	3.2 – Innovation
	1.3 – Recherche et analyse		

Sous-activités		2.1.1 – Planification des collectivités	3.1.1 – Amélioration de la productivité des entreprises
		2.1.2 - Développement des collectivités	3.1.2 – Expansion des marchés et du commerce
		2.1.3 – Adaptation économique des collectivités	3.1.3 – Collaboration avec l'industrie
		2.2.1 – Infrastructure verte	3.1.4 – Investissements directs étrangers
		2.2.2 – Infrastructure de transport local	3.1.5 – Accès au capital
		2.2.3 – Autres priorités liées à l'infrastructure	3.2.1 - Adoption et commercialisation des technologies
			3.2.2 – Liens entre les technologies
			3.2.3 – Recherche et développement de technologies
			3.2.4 – Innovation dans les collectivités
			3.2.5 – Perfectionnement des compétences liées aux technologies
			3.2.6 – Infrastructure du savoir

Section IV – Autres points d'intérêt

Langues officielles

Le Ministère continue de remplir ses obligations aux termes de la *Loi sur les langues officielles* par son rôle dans la mise en œuvre du Plan d'action 2003-2008 pour les langues officielles du gouvernement du Canada et dans l'application de l'article 41 de la Loi, comme il est indiqué dans le Plan d'action ministériel.

Dans son Bulletin de rendement 2007-2008, le Commissariat aux langues officielles accorde une note globale de « B » (soit « bon ») au Ministère, ce qui constitue une amélioration marquée par rapport à son bulletin précédent. Le commissaire a salué la contribution « exemplaire » de DEO au développement des collectivités de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) et à la promotion de la dualité linguistique au sein du Ministère.

En 2007-2008, dernière année de son Plan d'action 2004-2008 pour la mise en œuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*, DEO a investi plus de 5 millions de dollars pour :

- établir des partenariats dans le but de répondre aux priorités cernées par les CLOSM;
- soutenir les Organisations francophones à vocation économique (OFVE);
- appuyer les projets des CLOSM.

Partenariats

Au cours du dernier exercice, le Ministère a su garder le cap en ce qui a trait aux objectifs de développement économique et de viabilité à long terme. Dans le cadre du programme de **Partenariat interministériel avec les communautés de langues officielles** (PICLO), DEO a collaboré avec Patrimoine canadien au financement de projets qui favorisent le développement économique et la durabilité des CLOSM. Par exemple, en Colombie-Britannique, DEO et Patrimoine canadien ont fondé conjointement la Société de développement économique de la Colombie-Britannique. Celle-ci est chargée de développer le « Corridor touristique francophone de l'Ouest » (CTFO) et ainsi d'appuyer l'épanouissement d'une industrie touristique bilingue dans l'Ouest canadien grâce à la création et à la dissémination de documents promotionnels en français. Ce projet tirera parti de l'attention internationale dont profitera la région en raison de la tenue des Jeux Olympiques d'hiver de 2010 à Vancouver.

DEO a également collaboré avec Industrie Canada dans le cadre du **Plan d'action sur les langues officielles du gouvernement du Canada** en vue de la réalisation d'une série de projets pilotes d'enseignement à distance et de programmes de stages pour les jeunes dans l'Ouest canadien. En 2007-2008, DEO a fourni à un regroupement de quatre établissements d'enseignement de l'Ouest du Canada, dirigé par le Collège universitaire de Saint-Boniface, du financement pour l'élaboration de six cours de formation en ligne en français. Le Ministère a également aidé des organismes francophones de la région à recruter 16 stagiaires pour des périodes allant de deux à douze mois.

Organisations francophones à vocation économique (OFVE)

DEO s'est assuré que l'on continue d'offrir aux entrepreneurs et aux petites entreprises francophones toute une gamme de services de qualité en fournissant les fonds nécessaires au fonctionnement des quatre OFVE. Ce partenariat, sous l'égide plus vaste du Réseau de services aux entreprises de l'Ouest canadien (RSEOC), permet aux francophones de bénéficier de services

à valeur ajoutée (p. ex. formation, accès aux capitaux, services d'information, réseautage, conseils dans le domaine de la commercialisation). Les résultats de l'étude sur l'impact des OFVE entreprise en mars 2008 seront publiés à l'automne.

Soutien et financement de projets

En 2007-2008, DEO a appuyé la création de relations internationales précieuses afin d'accroître les débouchés sur les marchés mondiaux pour les entreprises canadiennes. Par l'entremise de l'Agence nationale et internationale du Manitoba (ANIM), le Ministère a soutenu les activités suivantes dans le domaine du développement du commerce et de l'attraction des investissements : conclusion de partenariats en France, en Belgique et en Tunisie; fourniture de services de promotion des exportations aux entreprises manitobaines souhaitant réaliser des échanges avec ces pays francophones; offre de services aux entreprises étrangères souhaitant investir au Manitoba.

Mise en œuvre d'un programme de gestion moderne

Renforcer la responsabilisation envers les Canadiens

DEO a déployé des efforts considérables en vue d'améliorer ses pratiques de gestion, de façon à renforcer sa responsabilisation envers les Canadiens. Pour ce faire, il a profondément amélioré les processus de planification qui doivent être étroitement intégrés à ses activités (notamment la planification des ressources humaines) et a harmonisé les activités de planification réalisées dans les diverses régions et les différents bureaux du Ministère. Les plans doivent cadrer avec les objectifs du Ministère et contribuer à leur réalisation. Les ententes sur le rendement des gestionnaires et du personnel tiennent compte des cibles établies dans le cadre du processus de planification.

DEO a réorganisé et amélioré ses activités de vérification interne et d'évaluation pour remédier aux lacunes qu'il avait relevées et qui avaient également été cernées dans le cadre du processus annuel d'évaluation du Cadre de responsabilisation de gestion. Il a axé ses efforts sur le respect de la nouvelle politique du Conseil du Trésor sur la vérification interne, de même que sur l'élaboration d'un cadre d'évaluation du rendement visant à faciliter la mesure des résultats de ses activités, conformément à la Politique sur la Structure de gestion des ressources et des résultats du Conseil du Trésor.

Gestion intégrée des risques

En 2007-2008, le Comité directeur de la gestion intégrée des risques (GIR) a élaboré et mis en œuvre une série d'initiatives. Il a entre autres inséré des énoncés de gestion intégrée des risques dans ses documents clés de reddition de comptes et chargé un comité de hauts gestionnaires de préparer un profil de risque ministériel (PRM). Par conséquent, dans son *Plan ministériel d'activités et de ressources humaines 2008-2009*, affiché dans la section Rapports et publications de son site Web, DEO harmonise son PRM à l'architecture des activités de programme.

Huit risques clés sont répertoriés dans le Profil des risques du Ministère, et DEO s'est doté d'un plan d'action où sont décrites les mesures d'atténuation des risques, les responsabilités du Ministère et ses obligations en matière de reddition de comptes. Le Ministère a réalisé des progrès considérables dans ces huit domaines, et trois activités donnant suite au PRM sont

décrites dans les pratiques de gestion qui suivent : meilleure intégration de la planification des ressources humaines, multiplication des initiatives d'apprentissage et amélioration de la gestion de l'information et de la mesure du rendement. Il est encore trop tôt pour se prononcer sur les résultats obtenus par DEO grâce à la mise en œuvre de ces mesures d'atténuation des risques, mais les prochains RMR traiteront de l'incidence de ces mesures sur l'amélioration du rendement du Ministère.

Intégration de la planification des ressources humaines

En prenant appui sur les travaux entrepris dans la région du Manitoba en 2005-2006, DEO a préparé son plan ministériel d'activités pour 2007-2008, auquel s'ajoute un plan ministériel de ressources humaines. Pour l'exercice 2008-2009, DEO a continué d'améliorer l'intégration de son plan d'activités et de son plan de ressources humaines et a réussi à rédiger un Plan ministériel d'activités et de ressources humaines pleinement intégré.

En 2007-2008, DEO-Manitoba a mis en œuvre un projet pilote de planification de la relève pour combler des postes de cadres et de gestionnaires. En 2007-2008, les autres régions ont entrepris leur planification de la relève pour les postes de cadres, et elles poursuivront cet exercice pour les postes d'autres niveaux en 2008-2009.

Résultats de l'initiative d'apprentissage

DEO a continué de mettre l'accent sur l'apprentissage continu et le perfectionnement en établissant une politique d'apprentissage, une stratégie d'apprentissage et des priorités pour 2007-2008, ainsi qu'un calendrier d'apprentissage ministériel que les employés peuvent consulter sur l'intranet du Ministère. En outre, 91 p. 100 des employés du Ministère ont rempli leur plan d'apprentissage personnel, ce qui correspond à une augmentation par rapport à 2006-2007 (70 p. 100).

DEO a continué d'axer ses efforts sur la formation obligatoire en instaurant des cours sur la délégation des pouvoirs à l'intention de tous les gestionnaires, et en nommant et formant des experts fonctionnels. Le Ministère a également tenu son engagement visant à mettre en place des cours sur les compétences essentielles, la manière de donner et de recevoir de la rétroaction et les relations de travail.

Un des objectifs consistait à préparer une trousse d'orientation destinée aux nouveaux employés, notamment un module d'orientation en ligne, un guide sur l'orientation des nouveaux employés destiné aux gestionnaires, un passeport d'employé et une séance d'orientation d'une journée. Ces modules ont été validés au début de 2007-2008 et ont été instaurés en juillet 2008.

Amélioration de la gestion de l'information

DEO a continué de perfectionner son système personnalisé de gestion en ligne de l'information sur les projets de subventions et de contributions, appelé Portail de projets. Cette année, il l'a adapté de façon à faciliter la reddition de comptes sur les normes de service et la gestion de l'initiative de lutte contre le dendroctone du pin ponderosa. Le Portail de projets contribue à la normalisation des pratiques commerciales et des procédés au sein du Ministère, ce qui favorise l'efficience, la conformité, la transparence et la responsabilisation.

Le Ministère s'est en outre procuré le système RedDot pour gérer le contenu de son site Web, conformément à son programme de gestion de l'information (GI). Grâce à cette nouvelle fonctionnalité, il est en mesure de produire et de publier l'information publique de façon plus efficiente. L'adoption de ce système lui a en outre permis de se conformer aux normes du gouvernement du Canada sur la normalisation des sites Internet.

Au cours des prochains exercices, DEO mettra en place de nouvelles fonctionnalités du Portail de projets et prendra des mesures en vue de la gestion panministérielle des documents électroniques, conformément aux politiques du gouvernement du Canada en matière de GI et de TI.

Leçons retenues

Évaluation

Au cours de la période, trois évaluations ont été réalisées. Elles portaient sur deux initiatives dirigées par d'autres ministères, auxquelles DEO a participé activement, et une relevant de la compétence de DEO.

1. **Évaluation formative du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale** (FIMR), dirigé par Infrastructure Canada – Bien qu'il soit trop tôt pour se prononcer objectivement sur les résultats de cette initiative, l'évaluation semble indiquer que la conception et la prestation du FIMR en font un mécanisme approprié de soutien du développement de l'infrastructure municipale rurale par le gouvernement fédéral et divers partenaires. L'évaluation souligne toutefois les « leçons retenues » suivantes, destinées à améliorer l'efficacité du FIMR, leçons dont le Ministère va tenir compte :
    - **Mesure du rendement** – Les indicateurs de rendement originaux du FIMR n'ont pas été utilisés systématiquement dans le cadre de la prestation et de la surveillance du fonds. En outre, la répartition des obligations redditionnelles entre Infrastructure Canada et les comités de gestion régionaux était mal définie. L'évaluateur a recommandé que soit défini un ensemble d'indicateurs de rendement obligatoires et que soit clarifiée la reddition de comptes sur le rendement.
    - **Gestion des risques** – L'examen des demandes tient compte de la gestion des risques. Cependant, au stade de la surveillance du projet, la gestion des risques n'est effectuée que de façon informelle et réactive. Les municipalités ne semblent pas bien savoir gérer les risques au moment de la mise en œuvre des projets d'infrastructure. L'évaluateur a recommandé que les futurs programmes renforcent la capacité des municipalités à repérer les risques et à les gérer de façon proactive.

2. **Évaluation sommative de l'Initiative de représentation accrue (IRA) aux États-Unis**, dirigée par le MAECI – Cette nouvelle initiative pangouvernementale pourrait constituer un bon moyen de veiller à ce que l'atteinte des objectifs stratégiques généraux du Canada aux États-Unis soit facilitée par l'adoption d'une approche globale qui témoigne de la complexité des relations entre le Canada et les États-Unis. Plusieurs enseignements ont été tirés de cette initiative :
    - **Conception** – Les partenaires ont convenu d'utiliser le Cadre de gestion et de responsabilisation axé sur les résultats (CGRR), mais l'évaluation a révélé qu'ils hésitaient à appliquer certaines de ses composantes. Les évaluateurs ont conclu qu'il

faudrait, dans la nouvelle IRA, réaffirmer l'engagement des partenaires à l'égard de la vision et de l'objectif du programme, qui devront trouver une expression dans le CGRR, la gouvernance, la dotation en personnel, etc.

- **Gouvernance** – Étant donné l'importance que revêt la gouvernance des initiatives horizontales, les évaluateurs ont conclu qu'il fallait insister davantage sur le rôle des comités de sous-ministres et de sous-ministres adjoints, qui doivent assister le comité des directeurs généraux dans l'application de l'initiative.
- **Gestion du rendement** – Bien qu'ils se soient entendus sur un cadre de gestion du rendement pour l'IRA, les partenaires n'ont pas su élaborer un processus pour l'application de ce cadre, étape essentielle pour la responsabilisation et l'apprentissage nécessaires au sein des initiatives horizontales.

3. **Programme de diversification de l'économie de l'Ouest (PDEO)** – L'évaluation a abouti aux recommandations suivantes, visant à améliorer l'effficacité du PDEO, que DEO mettra en œuvre :
   - **Pertinence** – Le Ministère doit préserver le niveau de souplesse actuel dans la prochaine conception et prestation du programme.
   - **Succès** – Le Ministère doit améliorer les processus de mesure du rendement afin de cerner les liens qui existent entre les résultats stratégiques et les activités du programme. Le Ministère doit aussi mettre au point un processus destiné à effectuer le suivi des projets après la fin du financement du PDEO afin de déterminer les retombées à long terme. Enfin, le Ministère doit continuer d'avoir recours au PDEO pour renforcer les partenariats actuels et en créer de nouveaux.
   - **Conception et administration** – Le Ministère doit améliorer le processus de surveillance afin de s'assurer que les rapports des clients montrent les résultats obtenus en fonction d'indicateurs de projet. Le Ministère doit aussi améliorer les bases de données afin de s'assurer que tous les renseignements pertinents ont été recueillis et mis à jour.

Vérification

Cinq vérifications ont été effectuées au cours de la période. Trois visaient des programmes de subventions et de contributions de DEO, soit le Programme de prêts et d'investissements, l'Initiative pour les femmes entrepreneurs et l'administration des subventions et des contributions. Les deux autres visaient l'administration et l'application des frais de voyage et des pratiques en matière d'accueil. La vérification de l'administration des subventions et des contributions a révélé que, de façon générale, les procédures appliquées par DEO étaient efficaces et que le Ministère les améliorait sans cesse en s'appuyant sur les résultats des vérifications effectuées. Selon toutes ces vérifications, le Ministère satisfait à ses propres exigences et à celles du Conseil du Trésor. Les recommandations, qui concernaient des améliorations mineures à apporter à l'administration, sont actuellement mises en œuvre.

Mesure du rendement

DEO continue de chercher des solutions aux problèmes que pose la mesure du rendement et tire des enseignements de chaque étape de la mise en œuvre du cadre de mesure du rendement qu'il a élaboré pour soutenir l'architecture des activités de programme. Ces problèmes découlent principalement du fait que les résultats des activités du Ministère ne sont souvent pas le fruit

d'une intervention directe de DEO, mais sont plutôt obtenus à long terme par les bénéficiaires du financement qu'il offre. Pour remédier à cette difficulté, DEO procède à un examen régulier de son cadre de mesure du rendement et de ses indicateurs, améliore la base de données d'où sont tirés les renseignements sur les résultats, et offre une formation continue à son personnel. DEO consulte fréquemment le Secrétariat du Conseil du Trésor et les autres ministères du gouvernement du Canada, particulièrement les autres organismes de développement régional, et apporte des modifications à ses activités en s'appuyant sur ces consultations.

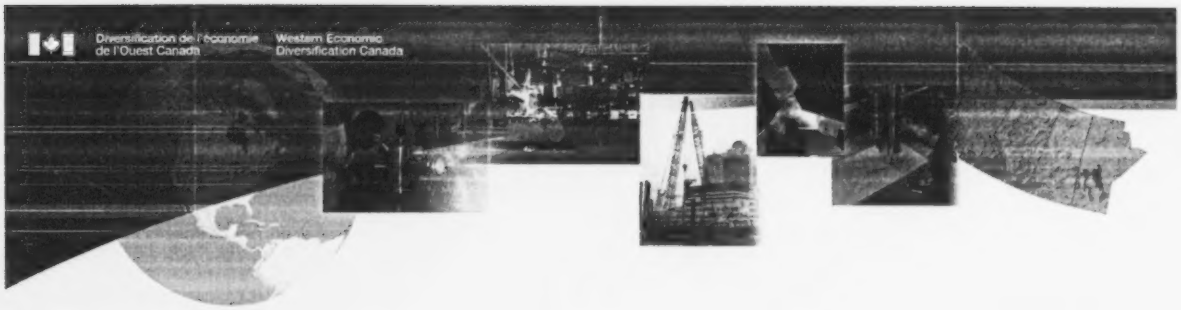
Rétroaction des parties intéressées

DEO profite de diverses tribunes pour engager un dialogue avec les parties intéressées, dans le but de découvrir leur opinion sur les occasions à saisir et les risques existants. En 2007-2008, Ekos Research Associates a réalisé, à la demande de DEO, un sondage sur la satisfaction de la clientèle du Ministère. Dans le cadre de ce sondage, conforme aux lignes directrices sur les outils de mesures communes, Ekos a interrogé 318 clients qui avaient entretenu des relations avec le Ministère au cours des douze mois précédents. Du total, 87 p. 100 se disaient généralement satisfaits de la qualité de la prestation des services et de leur accessibilité. Seulement 75 p. 100 étaient satisfaits de la rapidité de la prestation des services. Par ailleurs, 76 p. 100 affirmaient avoir reçu, en fin de compte, les services requis. Les relations avec les clients et le niveau de connaissance du personnel étaient quelques-uns des atouts du Ministère. Parmi les points à améliorer, on comptait la durée du processus de demande et la fourniture de renseignements en temps opportun.

Toutes les évaluations effectuées par DEO prévoient la réalisation de sondages et la participation des parties intéressées et des principales sources d'information. L'évaluation du Programme de diversification de l'économie de l'Ouest a indiqué que globalement 76,6 p. 100 des clients ayant participé au sondage étaient satisfaits des processus de sélection, d'approbation et de surveillance et de paiement des projets actuellement utilisés par le PDEO. Parmi eux, 23,3 p. 100 ont apprécié le niveau de communication entretenu avec le personnel. Par contre, la nature compliquée du processus d'établissement des rapports (4,2 p. 100) et la longueur du processus d'approbation (4,1 p. 100) ont grandement contribué au taux d'insatisfaction. Selon les résultats préliminaires de l'évaluation en cours du Programme de développement des collectivités, la clientèle de DEO appuie fortement ce programme et est très satisfaite de son administration et de sa prestation. Les résultats finals ne seront connus que lorsque le rapport final sera approuvé, puis affiché sur le site Web du Ministère.

Au début de 2008, DEO a entrepris avec des protagonistes de l'extérieur du Ministère et des spécialistes un processus interactif exclusif (*Challenge Dialogue System*) visant à multiplier les occasions de mise en commun d'idées. Au total, on a demandé l'opinion de 215 parties intéressées bien informées sur trois questions, à savoir la diversification de l'économie des régions rurales, la transformation à valeur ajoutée, ainsi que la productivité et la compétitivité. Le taux de réponse s'est établi à 25 p. 100. Le comité exécutif de DEO tiendra compte des occasions cernées grâce à ce processus dans l'élaboration des politiques, des stratégies et des plans d'action de façon à orienter les activités du Ministère dans ces trois domaines.

Annexe I : États financiers



DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADA
ÉTATS FINANCIERS (non vérifiés)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2008

Canada

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Énoncé de la responsabilité de la direction

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice terminé le 31 mars 2008 et de toute l'information figurant dans ces états incombe à la direction de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO). Ces états financiers ont été préparés par la direction conformément aux normes comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada qui correspondent aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité de l'information contenue dans ces états financiers. Certaines informations présentées dans les états financiers sont fondées sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, et tiennent compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation des rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières du Ministère. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport ministériel sur le rendement* de DEO concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction possède un système de gestion financière et de contrôle interne conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont conformes à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, qu'elles sont exécutées en conformité avec les règlements, qu'elles respectent les autorisations du Parlement et qu'elles sont comptabilisées de manière à rendre compte de l'utilisation des fonds publics. La direction veille également à l'objectivité et à l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection appropriée, la formation et le perfectionnement d'employés qualifiés, par une organisation assurant une séparation appropriée des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer la compréhension des règlements, des politiques, des normes et des responsabilités de gestion dans tout le Ministère.

La direction est appuyée par le Comité de vérification et d'évaluation ministériel. Ce Comité approuve le plan de vérification et d'évaluation du Ministère et supervise les activités internes de vérification et d'évaluation. Il examine également les résultats des vérifications et des évaluations ainsi que les réponses de la direction et les plans d'action élaborés pour répondre aux recommandations issues de la vérification et de l'évaluation.

Les états financiers de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada n'ont pas fait l'objet d'une vérification.

Oryssia J. Lennie **Sous-ministre** **Edmonton, Alberta** **Canada**	**Cathy Matthews** **Agente financière principale par intérim**
Date	**Date**

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
État des résultats (non vérifié)
Exercice terminé le 31 mars 2008
(en milliers de dollars)

	2008	2007
Paiements de transfert (note 4)		
Politique, représentation et coordination	934	545
Développement économique des collectivités	91 871	177 179
Entrepreneuriat et innovation	100 842	115 041
Total des paiements de transfert	**193 647**	**292 765**
Charges de fonctionnement (note 4)		
Politique, représentation et coordination	13 981	11 523
Développement économique des collectivités	18 374	15 143
Entrepreneuriat et innovation	29 510	24 320
Total des charges de fonctionnement	**61 865**	**50 986**
Total des charges	**255 512**	**343 751**
Revenus (note 5)		
Politique, représentation et coordination	-	-
Développement économique des collectivités	281	725
Entrepreneuriat et innovation	10 340	4 047
Total des revenus	**10 621**	**4 772**
Charges de fonctionnement nettes	**244 891**	**338 979**

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
État de la situation financière (non vérifié)
Exercice terminé le 31 mars 2008
(en milliers de dollars)

	2008	2007
Actif		
Actif financier		
Comptes débiteurs		
-Autres ministères	274	706
-Parties externes (note 6)	2 632	2 281
Contributions remboursables (note 7)	8 227	9 755
Total de l'actif financier	11 133	12 742
Actif non financier		
Paiements anticipés (note 8)	10 929	10 959
Charges payées d'avance	110	
Immobilisations corporelles (note 9)	1 842	1 170
Total de l'actif non financier	12 881	12 129
Total de l'actif	**24 014**	**24 871**
Passif		
Comptes créditeurs et charges à payer		
-Autres ministères	886	1 064
-Parties externes (note 10)	134 539	99 334
Indemnités de vacances et congés compensatoires	1 628	1 589
Indemnités de départ (note 11)	6 489	6 594
Total du passif	143 542	108 581
Avoir du Canada	(119 528)	(83 710)
Total du passif et avoir du Canada	**24 014**	**24 871**

Obligations contractuelles (note 12)
Passif éventuel (note 14)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
État de l'avoir du Canada (non vérifié)
Exercice terminé le 31 mars 2008
(en milliers de dollars)

	2008	2007
Avoir du Canada, début de l'exercice	(83 710)	(49 680)
Coût de fonctionnement net	(244 891)	(338 979)
Crédits de l'exercice en cours utilisés (note 3)	247 160	339 009
Revenus non disponibles pour dépenses	(11 010)	(5 255)
Variation de la situation nette du Trésor (note 3-c)	(31 663)	(33 504)
Services fournis à titre gracieux par d'autres ministères (note 13-a)	4 586	4 699
Avoir du Canada	**(119 528)**	**(83 710)**

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
État des flux de trésorerie (non vérifié)
Exercice terminé le 31 mars 2008
(en milliers de dollars)

	2008	2007
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net	244 891	338 979
Éléments sans incidence sur l'encaisse :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(337)	(142)
Gain (perte) sur l'aliénation des immobilisations corporelles	11	(13)
Services fournis à titre gracieux par d'autres ministères (note 13-a)	(4 586)	(4 699)
Variations de l'état de la situation financière :		
Augmentation (diminution) des comptes débiteurs	(81)	(401)
Augmentation (diminution) des contributions remboursables	(1 528)	(1 413)
Augmentation (diminution) des paiements anticipés	(30)	(286)
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	110	-
Diminution (augmentation) des comptes créditeurs et des charges à payer	(35 027)	(31 853)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et des indemnités de départ	66	(772)
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	203 489	299 400
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 9)	1 013	850
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	(15)	-
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations corporelles	998	850
Activités de financement		
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	**(204 487)**	**(300 250)**

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Notes complémentaires : états financiers (non vérifiés)

Exercice terminé le 31 mars 2008

1. 1. Mandat et objectifs

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) est un ministère du gouvernement du Canada qui exerce ses activités aux termes de la *Loi sur la diversification de l'économie de l'Ouest canadien* de 1988, laquelle a pour objet de renforcer l'économie de l'Ouest canadien et de faire valoir les intérêts de cette région dans le cadre de la politique économique nationale.

En vertu de la *Loi*, DEO a pour tâches :

- de promouvoir le développement et la diversification de l'économie de l'Ouest canadien;
- de coordonner les activités économiques du gouvernement fédéral dans l'Ouest;
- de faire valoir les intérêts de l'Ouest canadien dans l'élaboration de la politique économique nationale.

Au moyen de partenariats avec les gouvernements provinciaux et les administrations municipales ainsi que d'autres organisations, DEO met en œuvre des programmes et des initiatives qui concourent à la réalisation du programme du gouvernement du Canada pour bâtir une économie du XXI^{e} siècle dans l'Ouest canadien.

L'administration centrale du Ministère et le cabinet de la sous-ministre sont situés à Edmonton, en Alberta. DEO a pour objectif d'orienter plus efficacement, de concert avec les intervenants de l'Ouest, les politiques, les règlements et les ressources du gouvernement fédéral, en vue d'en faire des instruments constructifs de croissance et de diversification de l'économie de l'Ouest. Les efforts déployés par DEO sont concentrés dans trois domaines distincts mais interreliés devant produire les résultats stratégiques suivants :

- des politiques et des programmes qui appuient le développement de l'Ouest canadien (politique, représentation et coordination);
- des collectivités économiquement viables offrant une grande qualité de vie dans l'Ouest canadien (développement économique des collectivités);
- un secteur des affaires concurrentiel et élargi dans l'Ouest canadien et un système d'innovation renforcé (entrepreneuriat et innovation).

Dans le cadre du mandat qu'a DEO de coordonner les activités économiques du gouvernement fédéral dans l'Ouest, le Ministère met en œuvre des programmes au nom d'autres ministères et organismes fédéraux, en vertu de protocoles d'entente dans le cadre desquels ces autres ministères lui fournissent les autorisations et les fonds provenant du Parlement. Les coûts occasionnés sont inscrits dans les comptes de ces autres ministères fédéraux et ne figurent pas dans les charges indiquées dans les présents états financiers.

2. Sommaire des principales normes comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, qui correspondent aux principes comptables généralement reconnus au Canada pour le secteur public.

Les principales normes comptables sont les suivantes :

(a) Crédits parlementaires – DEO est financé par le gouvernement du Canada au moyen de crédits parlementaires. La formule de comptabilisation des crédits consentis à DEO ne correspond pas à celle des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus, car les crédits sont fondés, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats et dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les crédits parlementaires. La note 3 présente un rapprochement général entre les deux méthodes de comptabilisation.

(b) Encaisse nette fournie par le gouvernement – DEO exerce ses activités au moyen des fonds du Trésor, lui-même administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par DEO est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par DEO sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères fédéraux.

(c) La variation de la situation nette du Trésor correspond à la différence entre l'encaisse nette fournie par le gouvernement et les crédits utilisés au cours d'un exercice, à l'exclusion du montant des revenus non disponibles comptabilisés par DEO. La variation découle d'écarts temporaires entre le moment où une opération touche un crédit et le moment où elle est traitée par le Trésor.

(d) Revenus

I. Les revenus provenant de droits réglementaires sont constatés dans les comptes en fonction des services fournis au cours de l'exercice.
II. Les autres revenus sont comptabilisés dans l'exercice où les opérations ou les faits sous jacents ont eu lieu.
    - Les sources de revenus comprennent :
        - les intérêts sur le remboursement des contributions.

(e) Charges - Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice :

I. Paiements de transfert :
    - Les subventions sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel les conditions de paiement sont remplies;
    - Les contributions sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel le bénéficiaire a rempli les critères d'admissibilité ou les conditions de l'accord de transfert.
II. Les indemnités de vacances et congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi respectives.
III. Les services fournis à titre gracieux par d'autres ministères pour les installations, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires, les indemnités des accidents du travail et les services juridiques sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur coût estimatif.

(f) Avantages sociaux futurs

I. Prestations de retraite : Les employés admissibles participent au régime de retraite de la fonction publique (*Loi sur la pension de la fonction publique*), régime multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de DEO au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Ministère découlant du régime. En vertu des dispositions législatives en vigueur, le Ministère n'est pas tenu de verser des cotisations au titre de l'insuffisance actuarielle du régime.

II. Indemnités de départ : Les employés ont droit à des indemnités de départ, prévues dans leurs conventions collectives ou les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités s'accumule à mesure que les employés effectuent les services nécessaires pour les gagner. Le coût des avantages sociaux gagnés par les employés est calculé à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les prestations de départ pour l'ensemble du gouvernement.

(g) Les comptes débiteurs et les avances sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Des provisions sont établies pour les comptes débiteurs dont le recouvrement est incertain.

(h) Les prestations au soutien des contributions et les programmes d'investissement - Les réserves pour pertes sur prêts sont le résultat d'ententes conclues avec des institutions financières dans le cadre desquelles ces institutions autorisent et accordent des prêts en utilisant leurs propres capitaux, et DEO contribue à ces réserves pour un montant équivalant à un taux qui varie entre 10 et 20 % de la valeur des prêts accordés. Les réserves peuvent servir à compenser une partie (jusqu'à 80 %) des pertes nettes sur les prêts non remboursés, jusqu'à concurrence de la contribution totale de DEO aux réserves.

(i) Les paiements de transfert sont des paiements imputés sur un crédit pour lesquels aucun bien ou service n'est reçu en contrepartie, mais pour lesquels le bénéficiaire peut être tenu de présenter un rapport ou d'autres renseignements après avoir reçu un paiement. DEO administre deux types de paiements de transfert :

- Subventions : paiements de transfert à l'intention d'un particulier ou d'un organisme qui n'est pas assujetti à des obligations de rendre des comptes ou à être vérifié, mais pour lequel le droit d'en bénéficier peut faire l'objet d'une vérification et le bénéficiaire peut devoir remplir des conditions préalables;
- Contributions : paiements de transfert conditionnels à un particulier ou à un organisme à une fin précise qui peut faire l'objet d'un compte rendu ou d'une vérification conformément à l'accord conclu à son sujet.

Dans la catégorie des contributions, DEO a l'autorisation de faire des contributions non remboursables et des contributions remboursables. Les contributions remboursables sont des contributions dont le bénéficiaire doit rembourser le montant versé. Selon leur nature, elles sont classées comme des contributions remboursables sans condition ou comme des contributions à remboursement conditionnel et sont comptabilisées de façons différentes. Habituellement ces contributions sont accordées sans intérêts.

I. Les contributions à remboursement non conditionnel sont des contributions qui doivent absolument être remboursées. En raison de leur nature, elles sont comptabilisées dans l'état de la situation financière à titre de prêts à leur valeur actualisée estimative. Une partie de l'écart d'actualisation non amorti est inscrite aux résultats à chaque exercice pour tenir compte de la variation de la valeur actualisée des contributions non remboursées. Une provision estimative pour l'irrécouvrabilité est également comptabilisée au besoin. Les revenus d'intérêt sur les comptes débiteurs en souffrance sont constatés dans l'année où ils sont gagnés.

II. Les contributions à remboursement conditionnel sont des contributions remboursables en tout ou en partie lorsque les conditions établies dans l'entente sont remplies. Par conséquent, elles ne sont pas comptabilisées dans l'état de la situation financière jusqu'à ce que les conditions établies dans l'entente soient remplies; elles sont alors comptabilisées comme compte débiteur et en réduction des charges au titre de paiements de transfert. Une provision estimative pour l'irrécouvrabilité est également comptabilisée au besoin.

Avant 1995, DEO utilisait régulièrement les contributions remboursables pour l'aider à s'acquitter de son mandat. Depuis 1995, ces contributions ne sont utilisées que dans des circonstances bien définies. Cependant, ces contributions remboursables continueront d'être comptabilisées dans les états financiers jusqu'à ce qu'elles soient remboursées, ou que toutes les mesures raisonnables aient été prises pour les recouvrer et qu'elles soient radiées.

III. Les contributions non remboursables sont des contributions pour lesquelles aucun remboursement n'est exigé tant que les conditions de l'entente de contribution sont respectées.

(j) Paiements anticipés (note 8) – DEO observe le paragraphe 7.6.3 de la Politique sur les paiements de transfert du Conseil du Trésor, de la section 7.6 intitulée Politique de gestion de trésorerie : Versement de subventions et de paiements anticipés sur les contributions. Le paragraphe en question stipule que le « montant de chaque paiement anticipé doit être limité aux besoins de trésorerie immédiats d'après les prévisions mensuelles d'encaisse du bénéficiaire ».

(k) Les passifs éventuels (note 14) sont des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur peut se produire ou ne pas se produire et où il est possible de faire une estimation raisonnable de la perte, un passif estimatif et une charge sont comptabilisés. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant de la perte, le passif éventuel est signalé dans les notes complémentaires des états financiers.

(l) Immobilisations corporelles (note 9) – Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût initial est d'au moins 10 000 $ sont comptabilisées à leur coût d'achat. DEO n'inscrit pas à son actif les biens incorporels, les œuvres d'art ou les trésors historiques qui ont une valeur culturelle, esthétique ou historique.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, déterminée comme suit :

Catégorie d'immobilisations	**Sous-catégorie**	**Période d'amortissement**
Machines et matériel	Matériel informatique	3 ans
	Logiciels	3 - 7 ans
	Autre matériel	10 ans
Véhicules		5 ans
Améliorations locatives		Durée du bail

(m) Incertitude de l'estimation – La préparation de ces états financiers conformément aux normes comptables du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, qui correspondent aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public, exige de la direction qu'elle fasse des

estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés de l'actif, du passif, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses, le passif pour les indemnités de départ, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et l'escompte non amorti sur les contributions à remboursement non conditionnel. Il peut y avoir divergence entre les résultats réels et les estimations. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure qu'il devient nécessaire de les rajuster, les rajustements sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Crédits parlementaires

Le Ministère reçoit la plus grande partie de son financement sous forme de crédits parlementaires annuels. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen des crédits parlementaires autorisés lors d'exercices précédents, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans des exercices futurs. Par conséquent, les coûts de fonctionnement nets du Ministère pour l'exercice peuvent différer suivant qu'ils sont présentés selon la méthode de financement du gouvernement ou la méthode de comptabilité d'exercice. Les différences entre les coûts de fonctionnement nets et les crédits sont rapprochées dans les tableaux suivants :

(a) Rapprochement des coûts de fonctionnement nets et des crédits de l'exercice en cours utilisés :

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Coûts de fonctionnement nets	**244 891**	**338 979**
Rajustements pour les éléments ayant une incidence sur les coûts nets, mais aucune incidence sur les crédits		
Ajouter (déduire)		
Amortissement des immobilisations corporelles	(337)	(142)
Services fournis à titre gracieux par d'autres ministères (note 13-a)	(4 586)	(4 699)
Revenus non disponibles pour dépenses	11 010	5 255
Remboursement des dépenses des exercices précédents	3 816	1 835
Gains (pertes) sur l'aliénation d'immobilisations corporelles	11	(13)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et des congés compensatoires	(39)	(52)
Augmentation (diminution) des indemnités de départ	105	(720)
Autres	(8 694)	(1 998)
	1 286	(534)
Rajustements pour les éléments n'ayant pas d'incidence sur les coûts de fonctionnement nets, mais ayant une incidence sur les crédits		
Ajouter (déduire)		
(Diminution) augmentation des paiements anticipés	(30)	(286)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	1 013	850
	983	564
Crédits de l'exercice en cours utilisés	**247 160**	**339 009**

(b) Crédits fournis et utilisés :

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Crédit 1 - Fonctionnement	50 706	49 009
Crédit 5 - Paiements de transfert	270 983	320 027
Montants législatifs	5 034	4 924
Total des crédits	**326 723**	**373 960**
Moins :		
Crédits disponibles pour les exercices ultérieurs	(11)	-
Crédits annulés/inutilisés - Dépenses de fonctionnement incluant le régi	(5 689)	(7 515)
Crédits annulés/inutilisés - Paiements de transfert *	(73 863)	(27 436)
	(79 563)	(34 951)
Total des crédits utilisés	**247 160**	**339 009**

*Le CT a donné l'autorisation à DEO de reporter des crédits inutilisés de 37 301 000 de dollars aux exercices 2008-2009 et 2009-2010 dans le cadre de la MJANR.
Le report des fonds restants se fera dans le cadre du Budget supplémentaire des dépenses

(c) Rapprochement de l'encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada et des crédits de l'exercice en cours utilisés :

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Encaisse nette fournie par le gouvernement	**204 487**	**300 250**
Revenus non disponibles pour dépenses	11 010	5 255
Variation totale de la position nette		
Remboursement des dépenses des années précédentes	3 816	1 835
Variation de la situation nette du Trésor :		
(Augmentation) diminution des comptes débiteurs	81	401
(Augmentation) diminution des contributions remboursables	1 528	1 413
(Augmentation) diminution des paiements anticipés	(110)	
Augmentation (diminution) des comptes créditeurs et des charges à payer	35 027	31 853
Augmentation (diminution) des produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	15	-
Autres rajustements	(8 694)	(1 998)
Variation totale de la position nette	31 663	33 504
Crédits de l'exercice en cours utilisés	**247 160**	**339 009**

4. Charges

Le tableau suivant présente en détail les charges par catégorie :

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Paiements de transfert		
Paiements de transfert	193 647	292 765
Total des paiements de transfert	**193 647**	**292 765**
Charges de fonctionnement		
Salaires	29 568	29 003
Avantages sociaux	6 997	7 982
Transports et communications	3 530	3 150
Information	500	445
Services professionnels et spéciaux	6 933	5 578
Locations	993	775
Services de réparation, services publics, fournitures et approvisionnements	895	1 097
Acquisition de machinerie et d'équipement	1 106	741
Installations	2 392	2 319
Créances irrécouvrables	8 294	(210)
Amortissement des immobilisations corporelles	337	142
Autres	320	(36)
Total des charges de fonctionnement	**61 865**	**50 986**

5. Revenus

Les tableaux suivants présentent en détail les revenus par catégorie :

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Intérêts	1 311	576
Amortissement de l'escompte sur les contributions remboursables	372	173
Revenus des contributions à remboursement conditionnel	8 835	902
Remboursements compensatoires	89	3 114
Autres	14	7
Total des revenus	**10 621**	**4 772**

6. Comptes débiteurs – Parties externes

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Intérêts courus	954	468
Comptes débiteurs de la province de la Colombie-Britannique	1 491	1 851
Contributions non remboursables	94	1 114
Autres comptes débiteurs	11 533	3 591
Avances aux employés	5	5
Comptes débiteurs bruts des parties externes	14 077	7 029
Provision pour créances douteuses	(11 445)	(4 748)
Total des comptes débiteurs des parties externes	**2 632**	**2 281**

7. Comptes débiteurs – Contributions remboursables

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Contributions à remboursement non conditionnel	24 120	31 477
Escompte non amorti sur les contributions remboursables	(612)	(985)
Provision pour contributions dont le remboursement est douteux	(15 358)	(21 092)
Contributions à remboursement non conditionnel nettes	8 150	9 400
Intérêts courus - Contributions à remboursement non conditionnel	5 885	7 024
Provision pour intérêts courus sur créances douteuses	(5 808)	(6 669)
Total des contributions remboursables	**8 227**	**9 755**

8. Paiements anticipés

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Pertes au soutien des contributions	12 390	12 590
Provision pour les pertes au soutien des contributions	(2 371)	(2 636)
Pertes nettes du soutien aux contributions	10 019	9 954
Contributions non remboursables et remboursables avec conditions	910	1 005
Total des paiements anticipés	**10 929**	**10 959**

9. Immobilisations corporelles

(en milliers de dollars)

	Machinerie et équipement	Véhicules	Améliorations locatives	Total
Coût				
Solde d'ouverture	2 204	119	428	2 751
Acquisitions	699	19	34	752
Travaux en cours	261	0	0	261
Aliénations	-436	-49	0	-485
Solde de clôture	2 728	89	462	3 279
Amortissement accumulé				
Solde d'ouverture	-1 162	-82	-336	-1 580
Amortissement	-269	-7	-61	-337
Aliénations	436	44	0	480
Solde de clôture	-995	-45	-397	-1 437
2008 Valeur comptable nette	1 733	44	65	1 842
2007 Valeur comptable nette	1 041	37	92	1 170

La charge d'amortissement pour l'exercice terminé le 31 mars 2008 est de 336 538 $ (141 656 $ pour l'exercice terminé le 31 mars 2007).

10. Comptes débiteurs et charges à payer – Parties externes

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Paiements de transfert *	130 667	98 083
Fonctionnement	2 944	514
Salaires et avantages sociaux courus	928	737
Total des comptes débiteurs et des charges à payer - Parties externes	**134 539**	**99 334**

* Les paiements de transfert pour l'exercice 2007-2008 comprennent 43 873 000 de dollars pour des projets d'autres ministères du gouvernement (Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique et Fonds sur l'infrastructure municipale rurale). Lors des exercices précédents, ces charges à payer étaient déclarées par Infrastructure Canada.

11. Prestations de retraite et indemnités de départ

(a) Prestations de retraite : les employés de DEO participent au Régime de retraite de la fonction publique qui est parrainé et administré par l'administration fédérale au nom du gouvernement du Canada. Pour le calcul des prestations de retraite le nombre maximum d'années de cotisation est de 35 ans, à raison de 2 p. 100 par année donnant droit à pension multiplié par la moyenne des 5 meilleures années consécutives de gains. Les prestations sont intégrées à celles du Régime de retraite du Canada ou du Québec et sont indexées à l'inflation.

Les employés et DEO contribuent aux coûts du plan. En 2007-2008, les charges s'élèvent à 3 657 215 $ (3 624 004 $ lors de l'exercice 2006-2007), soit environ 2,1 fois (2,2 en 2006-2007) les cotisations des employés.

La responsabilité du Ministère relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

(b) Indemnités de départ : Le Ministère verse des indemnités de départ aux employés en fonction de leur admissibilité, de leurs années de service et de leur salaire final. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Elles seront prélevées sur les crédits futurs. Voici quelles étaient les indemnités de départ au 31 mars :

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Obligations au titre des indemnités, début de l'exercice	6 594	5 874
Charges pour l'exercice	419	1 405
Indemnités versées pendant l'exercice jusqu'au 31 mars	(524)	(685)
Obligations au titre des indemnités constituées, fin de l'exercice	**6 489**	**6 594**

12. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Ministère peuvent donner lieu à d'importants contrats et obligations en vertu desquels le Ministère sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années si les conditions de l'entente sont remplies. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2009	2010	2011	2012	2013 et exercices ultérieurs	Total
Paiements de transfert			(en milliers de dollars)			
Infrastructure Canada	16 632	571	-	-	-	17 203
Centenaires de l'Alberta et de la Saskatchewan	12 105	17 700	-	-	-	29 805
Dendroctone du pin ponderosa	19 530	-	-	-	-	19 530
Intervac de la VIDO - U of S	18 382	21 306	5 382	-	-	45 070
Fondation Rick Hansen	2 133	2 135	-	-	-	4 268
Programme de base	114 514	72 345	20 244	5 075	1 550	213 728
Estimation du total des obligations contractuelles futures	**183 296**	**114 057**	**25 626**	**5 075**	**1 550**	**329 604**

13. Opérations entre apparentés

DEO est apparenté selon le principe de la propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. DEO effectue des transactions avec ces entités dans le déroulement normal de ses activités et selon des conditions commerciales normales. Au cours de l'année, DEO reçoit également des services à titre gracieux d'autres ministères présentés dans la partie (a).

(a) Services fournis à titre gracieux

Au cours de l'exercice 2007-2008, DEO a reçu à titre gracieux des services d'autres ministères, des installations, des frais juridiques, des indemnités pour accidents du travail et des cotisations de l'employeur au régime de soins de santé et au régime de soins dentaires. Ces services gratuits ont été constatés comme suit dans l'état des résultats du Ministère :

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Services fournis à titre gracieux		
Installations	2 392	2 319
Cotisations de l'employeur au régime de soins de santé et d'avantages sociaux	2 087	2 343
Services juridiques	67	8
Indemnités des accidents de travail	40	29
Total des services founrnis à titre gracieux	**4 586**	**4 699**

Le gouvernement a structuré certaines de ses activités administratives de manière à en optimiser l'efficience et le rendement, de sorte qu'un ministère exerce sans frais certaines activités au nom de tous. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission de chèques offerts par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, ne sont pas inclus à titre de charges dans l'état des résultats du Ministère.

(b) Administration de programmes au nom d'autres ministères

Dans le cadre de son mandat, DEO a notamment pour tâche de coordonner les activités économiques du gouvernement fédéral dans l'Ouest canadien. À cette fin, DEO met en œuvre des programmes au nom d'autres ministères et organismes fédéraux. Dans la liste suivante figurent les programmes représentant des contributions fédérales de plus de un million de dollars que DEO a administrés au cours des deux derniers exercices. Ces charges sont indiquées dans les états financiers des autres ministères et non pas dans ceux de DEO.

	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain (SAMU) - Affaires indiennes et du Nord canadien	10	9 646
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique - Infrastructure Canada	188 639	111 401
Fonds canadien sur l'infrastructure municipale rurale - Infrastructure Canada	27 989	16 197
Initiative de représentation accrue - Affaires étrangères	205	166
TOTAL	**216 843**	**137 410**

14. Passif éventuel

Des réclamations ont été faites auprès de DEO dans le cours normal de ses activités. Dans la mesure où l'événement futur peut se produire ou ne pas se produire et où il est possible de faire une estimation raisonnable de la perte, un passif estimatif et une charge sont comptabilisés.

DEO est nommé à titre de codéfendeur dans une poursuite. On ne connaît pas l'issue de ce litige pour le moment. Les éventuelles conséquences financières de l'affaire ne peuvent pas être estimées, mais pourraient être considérables. Aucune charge à payer n'a été comptabilisée à cet égard dans les états financiers.